

Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun

Jean-Marc Roda, CIRAD, 2006

Situation du de la filière bois du Cameroun dans le contexte international	2
Le Cameroun dans la production mondiale de bois tropicaux	2
L'étroitesse des marchés du Cameroun fait plafonner la transformation.....	3
Désavantages comparatifs propres au Cameroun par rapport aux autres pays, non spécifiques à la filière bois	9
Le transport	9
Coût et productivité du travail.....	10
Coûts de corruption et de dysfonctionnement administratifs.....	10
Pression fiscale.....	11
Encours de TVA excessifs pour les exportateurs	11
Autres difficultés	14
Les questions spécifiques au secteur forestier.....	15
Fiscalité des entreprises forestières	15
Question de la caution de RFA	15
Les freins sur le marché local.....	16
Question des mercuriales	16
La question du marché informel.....	17
Indice synthétique de la santé de l'industrie du bois au Cameroun	19
Typologie sommaire des coûts de revient de la production de débités.....	20
La rentabilité des entreprises du secteur forestier au Cameroun.....	21
La rentabilité des essences de promotion	24
Les conditions de transport des produits forestiers au Cameroun.....	26
Gamme des coûts de transport	26
Coût de revient du transport de bois jusqu'à Douala	27
Coûts de transport des grumes extraites de chaque UFA et autres unités forestières, vers Douala	31
Conclusion.....	33
Annexe : Coûts de revient théorique du transport jusqu'à Douala de grumes, si les charges n'étaient pas limitées	35

Situation du de la filière bois du Cameroun dans le contexte international

Le Cameroun dans la production mondiale de bois tropicaux

Le Cameroun occupe une place modeste dans l'économie mondiale des bois tropicaux. Avec 0,6% de la production mondiale de bois d'œuvres tropicaux (Figure 1)¹, il représente de l'ordre de 0,5% des exportations mondiales de grumes tropicales (Figure 2), en volume comme en chiffre d'affaire. Il représente aussi, selon les années, de l'ordre de 3 à 6% des exportations mondiales de sciages tropicaux, et de l'ordre de 7% de l'exportation de sciages produits dans tous les pays tropicaux (Figure 3). Même si les exportations Camerounaises de sciages sont faibles au regard des échanges mondiaux, elles restent les plus importantes de l'Afrique tropicale.

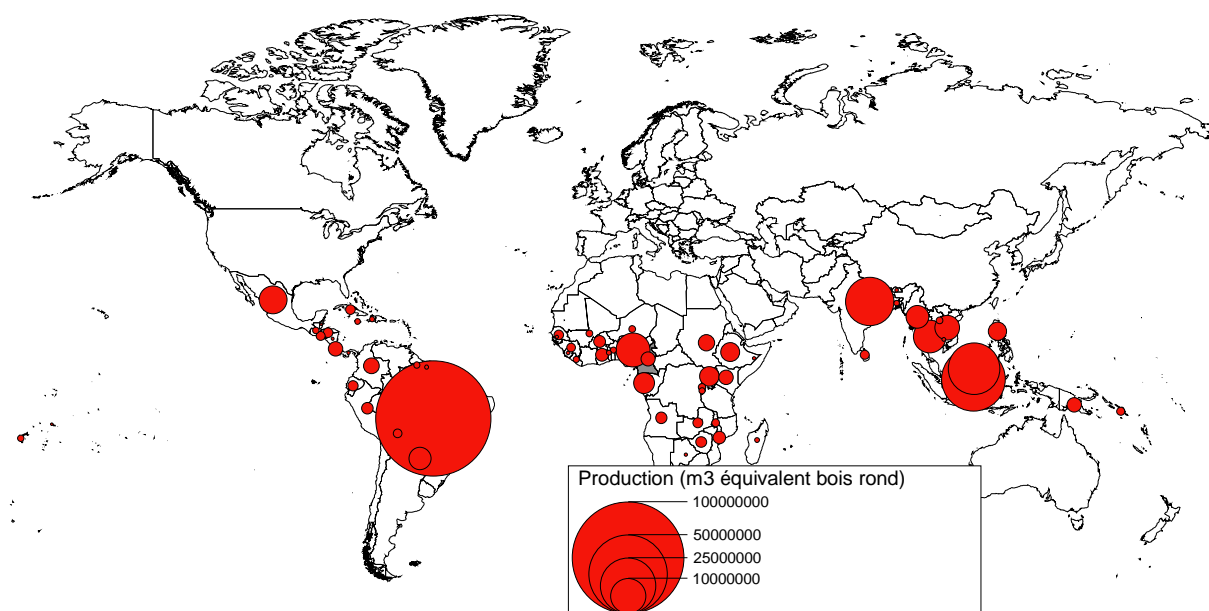


Figure 1 : Production de bois d'œuvres tropicaux dans le monde (année de référence : 2003 – source : FAO)

¹ La figure est harmonisée avec les figures de flux qui suivent, pour lesquelles les données les plus récentes correspondent à l'année 2003.

Roda, Jean-Marc. Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun. in : Karsenty, Alain; Roda, Jean-Marc; Fochivé, E.; Milol, A., and Kuetché, M. Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. CIRAD ed. Yaounde, Cameroun. Non publié.: Ministère de l'économie et des Finances; 2006.

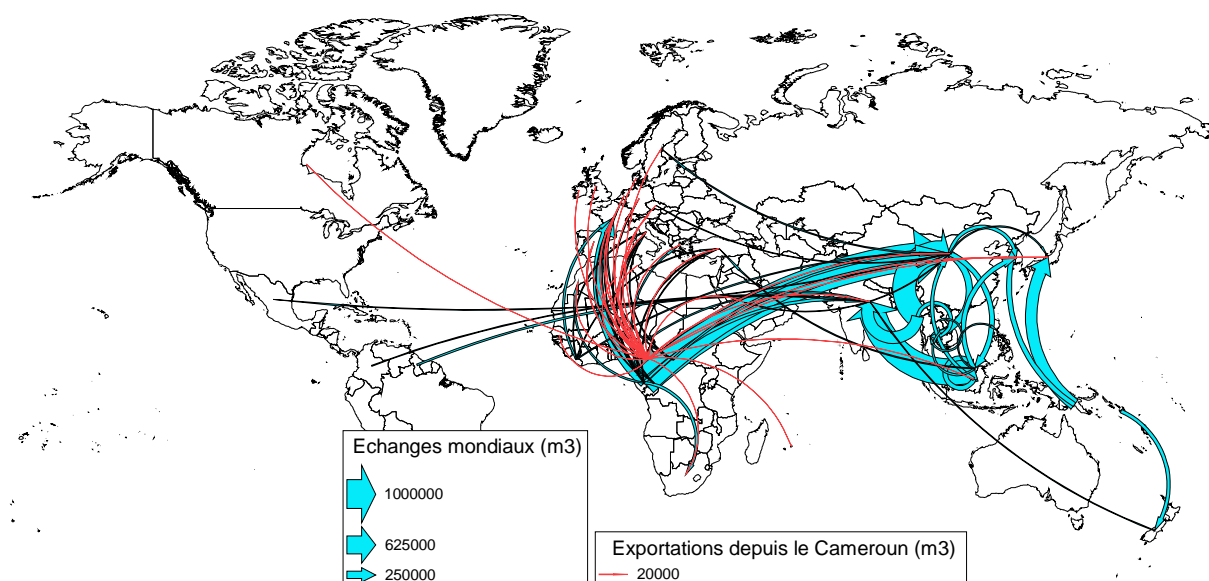


Figure 2 : Part du Cameroun dans les exportations mondiales de grumes tropicales en 2003 (à l'exception des exportations Camerounaises, les flux de moins de 20 000 m3/an ne sont pas représentés – source : FAO)



Figure 3 : Part du Cameroun dans les exportations mondiales de sciages produits dans les pays tropicaux en 2003 (à l'exception des exportations Camerounaises, les flux de moins de 20 000 m3/an ne sont pas représentés – source : FAO)

L'étroitesse des marchés du Cameroun fait plafonner la transformation

Il semble par ailleurs que les capacités maximales de production de sciage du Cameroun soient atteintes, compte tenu à la fois des principaux marchés du Cameroun et des volumes de bois ronds produits par le pays.

D'une part, le taux de transformation théorique² du Cameroun semble s'être stabilisé à plus de 95% depuis 2004 (Figure 4). Ceci correspond à une transformation quasi exhaustive des grumes qui sont effectivement exploitées. Mais par contre, cela ne veut pas dire que toutes les grumes qui pourraient être exploitées, dans un cadre sylvicole défini, le soient. Il faut pour cela des marchés, qui ne se créent pas *ex-nihilo*, mais qui correspondent à des compromis de coûts de production, prix, quantité, et qualité, atteignables ou non par les opérateurs économiques d'un pays.

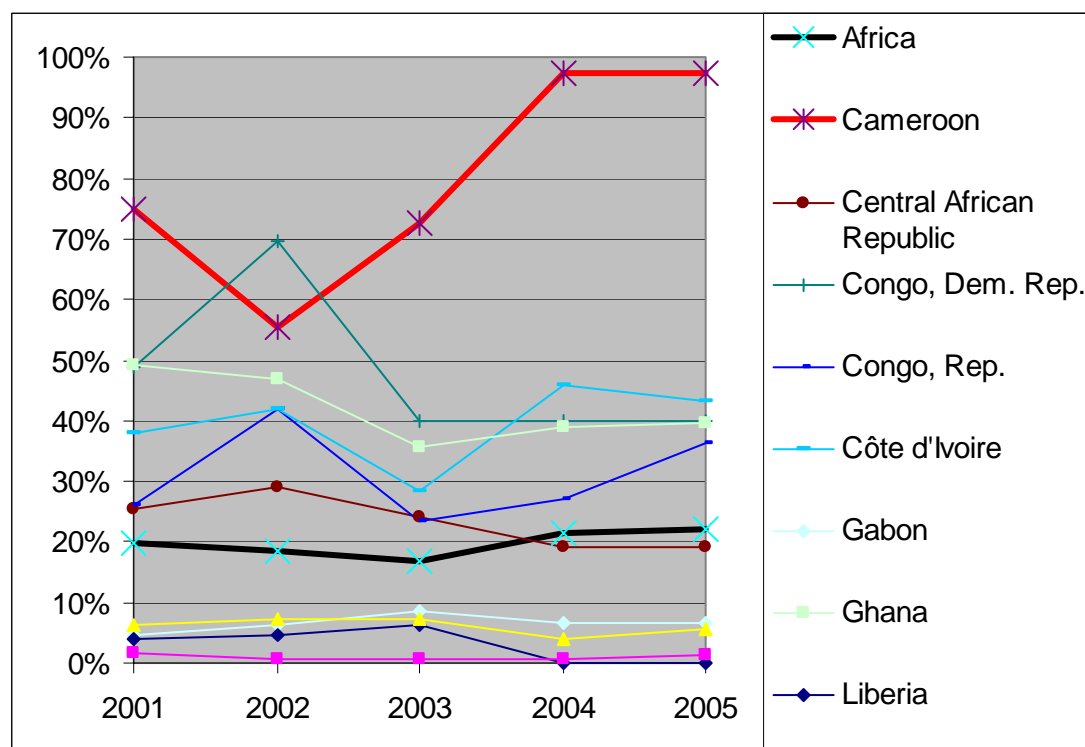


Figure 4 : Taux de transformation théorique du Cameroun et des autres pays d'Afrique tropicale (Source : calcul d'après les données de la FAO)

D'autre part, les marchés du Cameroun sont essentiellement en Europe, comme l'illustre le détail des exportations de grumes (Figure 5) et de sciages (Figure 6) Camerounais en 2003. Or le marché Européen des bois tropicaux est en contraction depuis plusieurs années, et est relativement restreint en essences bien rémunérées. La diversification des marchés du Cameroun qui est rendue possible par l'expansion du marché des grumes en Asie, est limitée par des plafonds de prix, qui désavantagent le Cameroun, trop cher dans la compétition internationale (comparer les exportations de grumes en 2003 et 2005 en Figure 8). Cette diversification ne s'est pas encore faite pour le marché des sciages, qui restent cantonnés à une poignée d'essences valorisables en Europe (Ayous, Spelli, Iroko en Figure 7, et comparer les exportations de sciages en 2003 avec celles de 2005 en Figure 9). Cette restriction des marchés atteints ou atteignables par le Cameroun est de nature à ne pas permettre une forte augmentation de la diversité d'essences exploitées. Ceci implique en retour que la capacité maximale de production de sciage puisse très vite être atteinte, malgré le fait qu'il existe

² Le taux de transformation théorique est un indice de la transformation effective, ici défini comme le volume de bois scié exporté en équivalent bois rond (rendement matière théorique moyen de 40%) divisé par le volume de bois d'œuvre rond produit par le pays. Ce taux théorique peut être supérieur à 100%, selon le rendement théorique choisi.

encore une grande diversité d'essences théoriquement exploitables dans le cadre sylvicole défini pour ce pays.

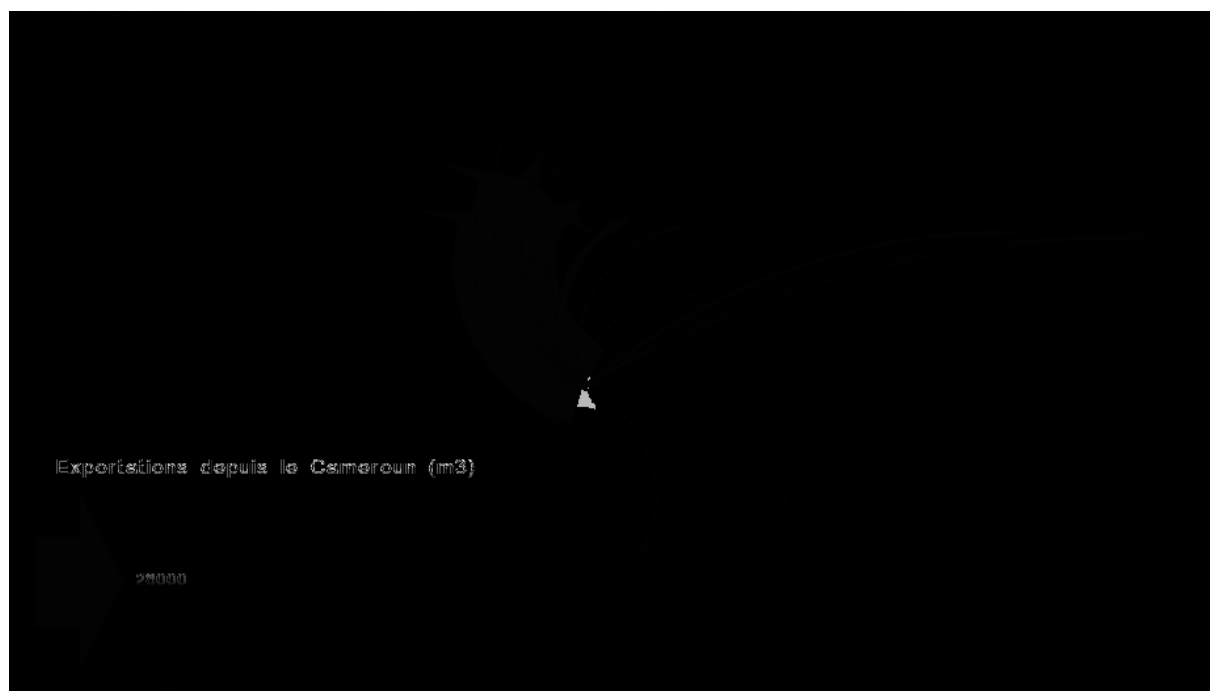


Figure 5 : Détail des exportations Camerounaises de grumes tropicales en 2003 (Source : FAO)

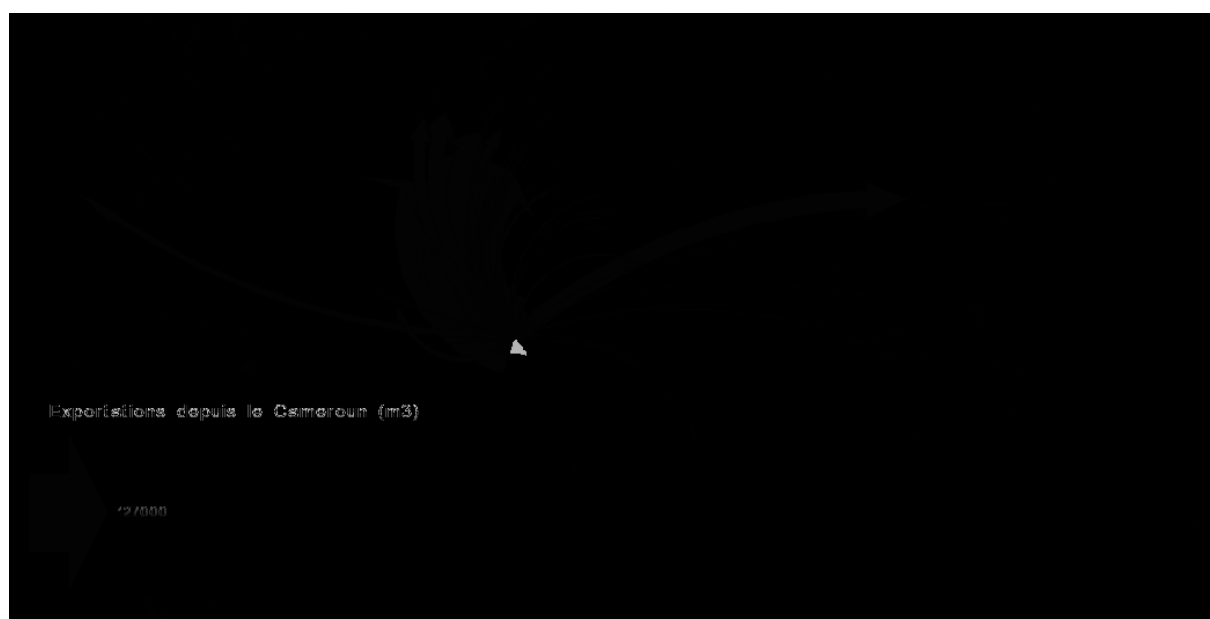


Figure 6 : Détail des exportations Camerounaises de sciages tropicaux en 2003 (Source : FAO)

Roda, Jean-Marc. Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun. in : Karsenty, Alain; Roda, Jean-Marc; Fochivé, E.; Milol, A., and Kuetche, M. Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. CIRAD ed. Yaounde, Cameroun. Non publié.: Ministère de l'économie et des Finances; 2006.

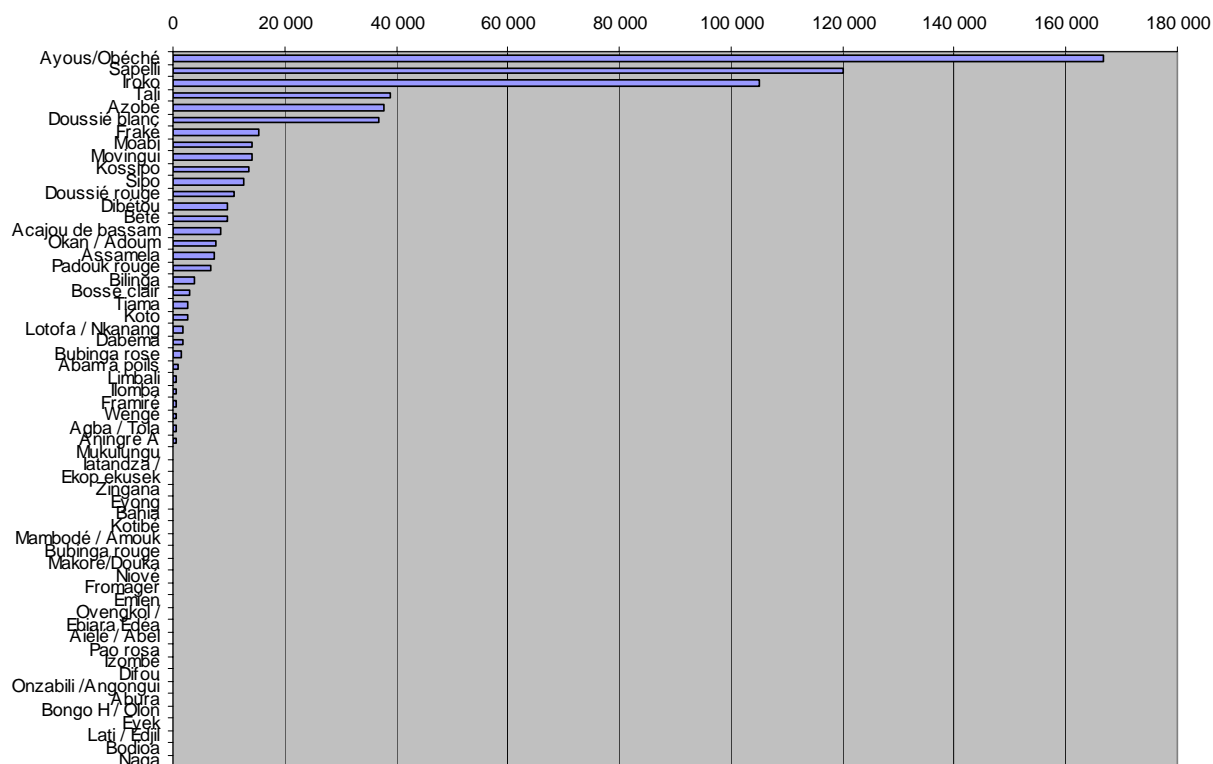


Figure 7 : Volumes de débités exportés du Cameroun en 2005 (m3 – source : MINFOF)

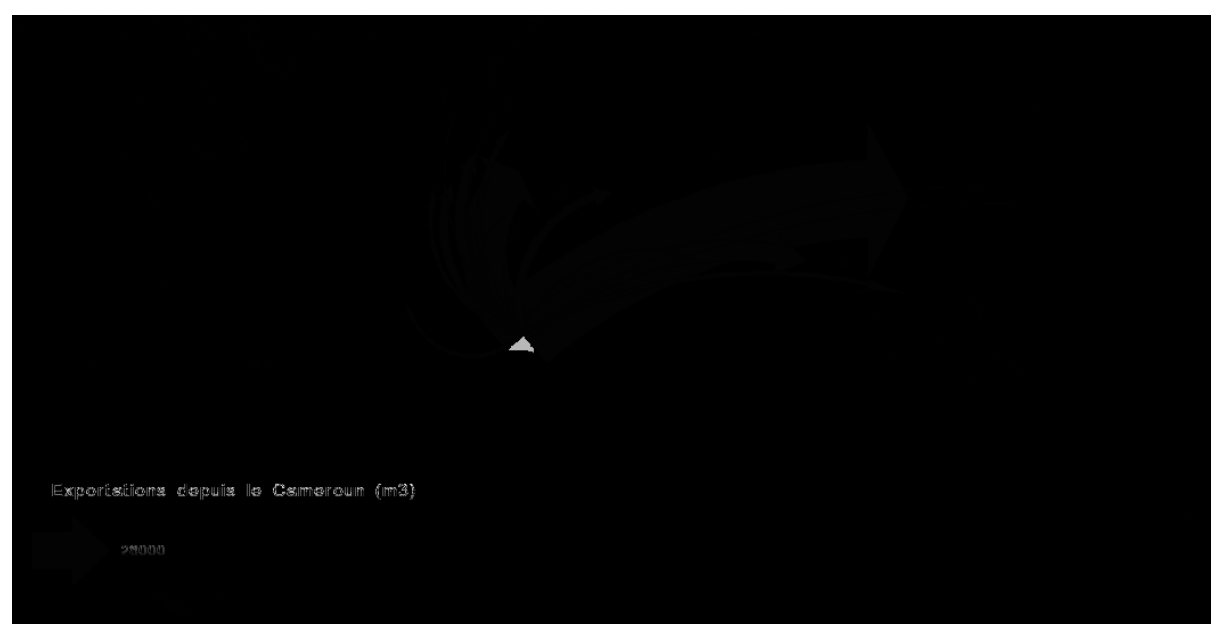


Figure 8 : Détail des exportations Camerounaises de grumes tropicales en 2005 (source : MINFOF)

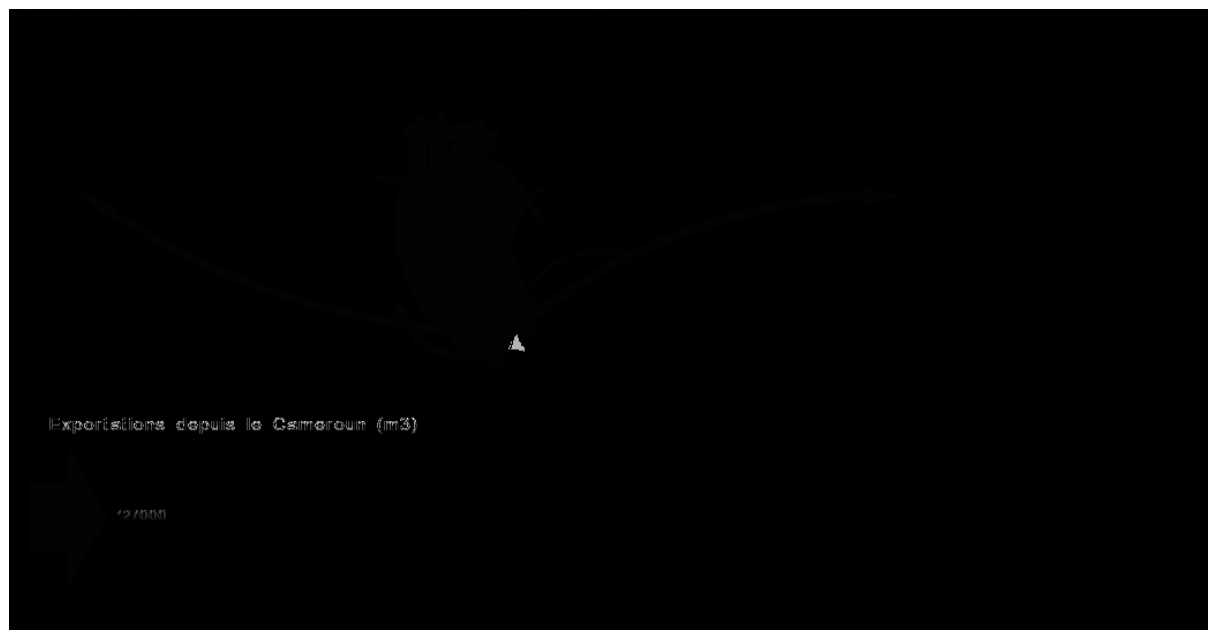


Figure 9 : Détail des exportations Camerounaises de sciages tropicaux en 2005 (source : MINFOF)

En fait, depuis 2001, les opérateurs n'ont jamais exploité plus de 52% du volume autorisé par les aménagements, fautes de débouchés, et il apparaît que depuis la mise en place en 2002-2003 de la « nouvelle fiscalité forestière », ce pourcentage soit régulièrement en baisse, ayant baissé jusqu'à 30% en 2005 (Figure 10). En d'autres termes, le contexte économique des opérateurs du Cameroun a changé de telle sorte qu'il a réduit le périmètre de rentabilité d'un nombre significatif de produits, poussant les entreprises à exploiter de plus en plus sélectivement, afin de rester rentable. Indirectement, cela pourrait conduire à un renforcement de la tendance observée (Figure 11) de la production Camerounaise de sciage à se stabiliser, après la période de croissance des années 1970 à 1990. Cette même tendance à la stabilisation, amorcée depuis les années 1990, suggère que la production de sciages du Cameroun ne devrait plus accroître de façon importante dans les années à venir, à moins d'une diversification drastique des marchés ciblés par le Cameroun, et/ou d'un changement des conditions de production propres à ce pays.

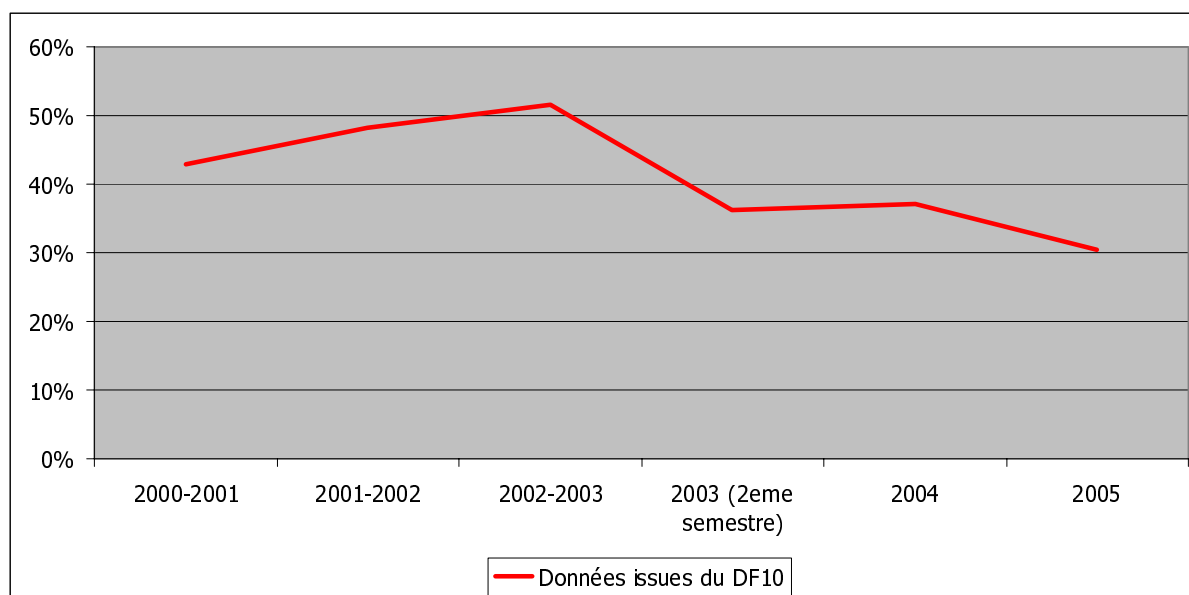


Figure 10 : Volume grume effectivement exploité par les entreprises du Cameroun, en % du volume autorisé par les aménagements forestiers (100% équivalent au potentiel exploitable dans le cadre de la gestion durable des forêts – source : DF10 , MINFOF)

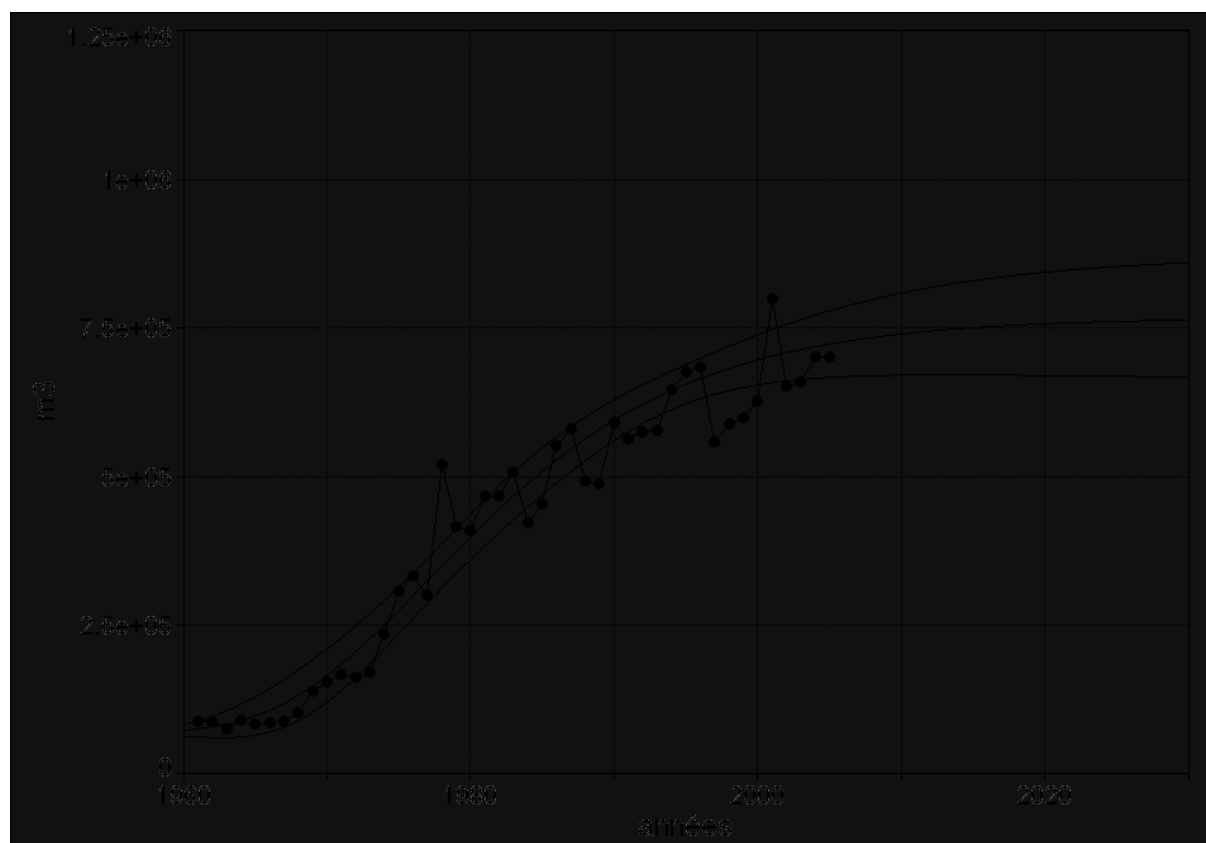


Figure 11 : Evolution des productions de sciages du Cameroun, en m3, et tendance de cette évolution (avec intervalle de confiance de 90% - source : FAO, donnée 2000 corrigée d'après A. Karsenty)

Désavantages comparatifs propres au Cameroun par rapport aux autres pays, non spécifiques à la filière bois

D'une façon générale, le Cameroun souffre d'un certain nombre de désavantages comparatifs qui peuvent le rendre moins intéressant qu'un autre pays pour mener une activité industrielle.

Le transport

Parmi ces désavantages, le premier est un réseau d'infrastructures de transport très déséquilibré selon les différentes parties du pays. Il n'y a qu'une ligne ferroviaire principale, et bien qu'en théorie, le Cameroun soit un des pays les mieux doté en infrastructure routière, il s'avère que les routes en dur se limitent à l'Ouest du pays. L'Est du pays n'est desservi que par des pistes, dont la plupart sont en mauvais états. Certaines pistes officielles sont en si mauvais état, qu'il est plus intéressant de faire des détours en passant par les pistes établies par les forestiers dans le cadre de leurs concessions.

En outre, le tracé de l'unique ligne ferroviaire ne favorise pas la desserte de la plus grande partie du massif forestier productif, au Sud-Est du pays. Enfin, l'entretien et le fonctionnement même de cette ligne laisse à désirer, ce qui induit un manque chronique de l'offre de transport ferroviaire par rapport à la demande, en volume.

L'évolution du coût du carburant dans les dernières années, bien que non spécifique au Cameroun, joue aussi un rôle très important dans la baisse de la compétitivité de l'industrie du pays. Le coût du gasoil a ainsi augmenté de plus de 60% depuis 2000 (Figure 12), ce qui a fait augmenter le coût du transport de l'ordre de 10% en moyenne dans la même période.

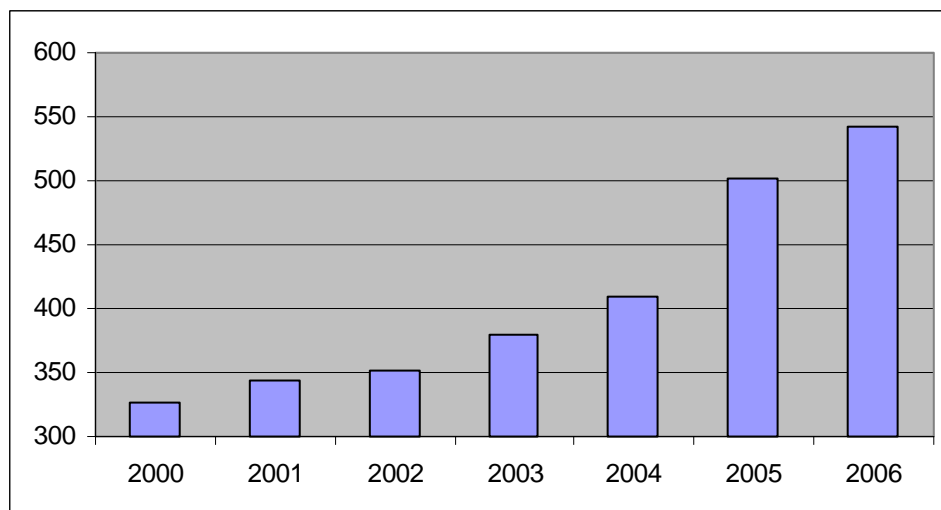


Figure 12 : Evolution du Coût du gasoil depuis 2000 au Cameroun, en Francs CFA/litre (source : enquête 2006, JM Roda)

Le bois est un matériau pondéreux, dont le facteur premier facteur de coût de production est toujours le transport, dans tous les pays du monde. Les pays les plus compétitifs en matière de production industrielle du bois sont souvent ceux où le transport du bois est un paramètre

bien maîtrisé, avec des coûts aussi réduits que possible. C'est pourquoi le transport spécifique du bois fait l'objet d'un chapitre entier vers la fin de ce rapport.

Coût et productivité du travail

Si de ce point de vue, les Conditions Camerounaises sont loin d'être les pires d'Afrique, elles restent néanmoins extrêmement défavorable pour une production compétitive à l'échelle mondiale.

Le coût du travail par individu au Cameroun est certes moins élevé que dans les pays de l'OCDE (de l'ordre de 74% de moins), mais s'accompagne d'une productivité trois fois inférieure. Si le coût du travail est ramené à la productivité, et non au nombre d'employés, ce coût au Cameroun est alors équivalent ou supérieur au coût du travail dans les pays de l'OCDE.

Mais c'est surtout en termes de flexibilité, que le Cameroun est très loin de ses concurrents (comme le Ghana ou la Malaisie) sur le marché Européen des produits à base de bois : Le Cameroun est beaucoup plus rigide pour les horaires de travail, la difficulté à licencier, et pour l'emploi en général. En outre le fait qu'il soit incomparablement plus difficile de trouver des travailleurs au Cameroun qu'au Ghana ou qu'en Malaisie (Figure 13).

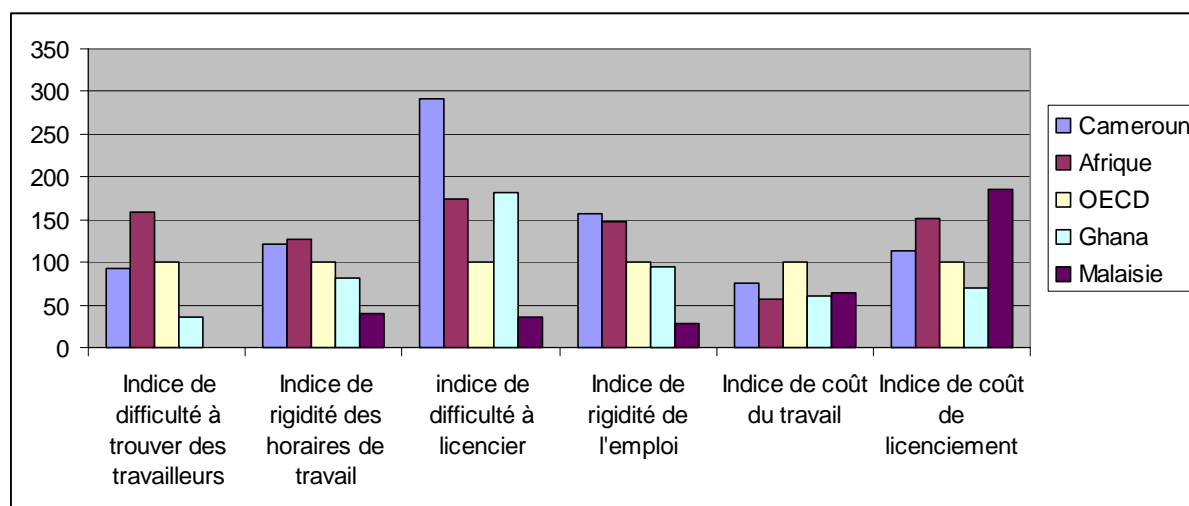


Figure 13 : Indices du coût du travail Camerounais par rapport aux pays de l'OCDE (base 100), à l'Afrique, et à des pays concurrents pour l'approvisionnement de l'Europe en produits à base de bois tropicaux (le Ghana et la Malaisie) (source : « Doing business in 2005 » publié par la Banque Mondiale)

Coûts de corruption et de dysfonctionnement administratifs

Au cours de l'enquête menée auprès des entreprises, nous avons pu relever que le coût direct de corruption (à la fois petite corruption exigée par les agents de l'Etat sur le terrain compléter leur revenus, et corruption plus importante exigée par certains services de l'Etat pour débloquer certaines procédures indûment ralenties) représente de 0,5 % à 5 % des coûts de revient des entreprises.

Il semble que plus les entreprises sont soutenues par des maisons mères à l'étranger qui ont les moyens de leur faire crédit pour des sommes importantes et sur de longues périodes, moins ces mêmes entreprises sont sensibles à la corruption. Ainsi soutenues, les entreprises

peuvent en effet se permettre de résister aux intimidations et de supporter les retards de procédures alors encourus en raison de leur résistance. A l'opposé, les entreprises financièrement plus fragiles ou moins soutenues par une maison mère éventuelle, donc plus sensibles au chantage, voient leurs coûts liés à la corruption atteindre les niveaux les plus élevés.

Cet état de fait a pour conséquences de favoriser les petites entreprises à passer dans l'informel, et paradoxalement, défavorise moins les très grandes entreprises à capitaux étrangers, que les entreprises de taille moyenne. Il s'agit là sans doute d'un des éléments d'explication de la non existence de secteur semi-artisanal au Cameroun.

Pression fiscale

Indépendamment des secteurs industriels, la pression fiscale au Cameroun est environ 74 % plus importante que dans les pays de l'OCDE (pression fiscale exprimée en % de la marge brute, soit 174 % de cette marge). Alors que la pression fiscale d'un pays concurrent comme le Ghana est à peine moins importante, celle d'un pays comme la Malaisie est très significativement inférieure, ce qui a forcément un impact majeur sur la compétitivité d'un tel pays par rapport au Cameroun (Figure 14).

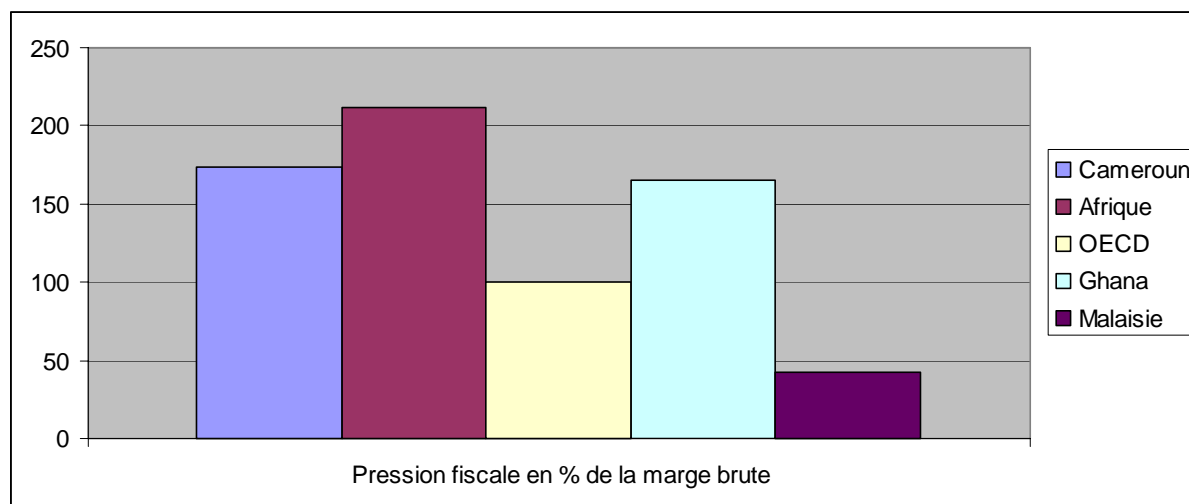


Figure 14 : Pression fiscale Camerounaise par rapport aux pays de l'OCDE (base 100), à l'Afrique, et à des pays concurrents pour l'approvisionnement de l'Europe en produits à base de bois tropicaux (le Ghana et la Malaisie) (source : « Doing business in 2005 » publié par la Banque Mondiale)

Tous secteurs confondus, le Cameroun est classé au 142^{ème} rang (sur 155) des pays pour la pression fiscale, ce qui en fait une des pays les plus difficiles au monde pour les entreprises, de ce point de vue.

Encours de TVA excessifs pour les exportateurs

Les entreprises du secteur bois au Cameroun, se font payer par leurs clients jusqu'à 90 jours, et sont outre remboursées de leur crédits de TVA sur plus de 6 mois après la demande de

remboursement. Elles se retrouvent alors avec un crédit de TVA et précompte d'impôts sur plus de 9 mois

Parmi les critères de besoin de réforme fiscale établis par l'OCDE, le critère de remboursement de TVA prévoit différents niveaux : allant de pays où la TVA est remboursée en moins de 1 mois, jusqu'au pays où elle est remboursée après plus de 3 mois (ce dernier cas correspond à des conditions parmi les plus mauvaises qui soient). Si on applique ce raisonnement au Cameroun dont les délais vont jusqu'à plus de 6 ce pays mois, ce pays fait partie des plus excessifs au monde suivant ce critère. A l'opposé la plupart des pays présentant un système de remboursement de TVA compétitif à l'international affichent des délais de remboursement inférieurs à un mois. Par exemple en France, pays qui n'est pourtant pas le plus performant en la matière, en 2005 85 % des remboursements de TVA étaient effectués en moins de 1 mois.

Par ailleurs et en général, pour les analystes des conditions économiques internationales, de tels délais excessifs défavorisent les entreprises exportatrices, et alimentent la corruption.

Mais surtout, ce dysfonctionnement fiscal immobilise chaque année de l'ordre de 10 % du chiffre d'affaire des entreprises. Ce besoin supplémentaire en fond de roulement est excessif et de nature à empêcher les entreprises à investir dans des transformations plus poussées, qui rallongent encore les encours de TVA. De plus cela rigidifie les capacités financières des entreprises, dont la capacité d'emprunt est structurellement grevée de ce montant de l'ordre de 10% de leur chiffre d'affaire. En d'autres termes, dans la compétition internationale de production de produits forestiers dont beaucoup sont interchangeables (comme l'Ayous)³, les entreprises Camerounaises sont bien moins flexibles que des concurrentes installées dans des pays où les remboursements de TVA sont plus rapides (Avec 6 mois de délai, les entreprises du Cameroun sont financièrement 2 fois moins flexibles que des entreprises situées dans des pays avec 1 mois de délais de remboursement de TVA, et 1 fois ½ moins flexibles que celles qui sont dans des pays avec 3 mois de délai de TVA – voir Figure 15).

³ C'est moins vrai pour des essences aux caractéristiques relativement uniques comme c'est le cas pour l'Azobé, dont certaines utilisations sont très spécifiques.

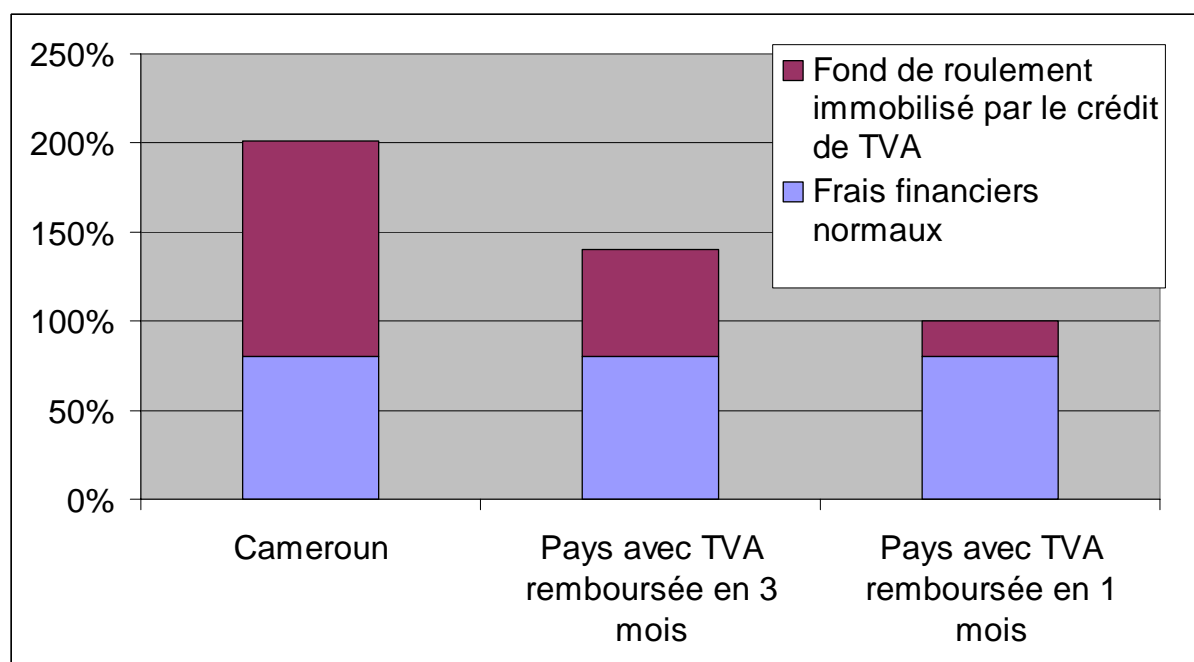


Figure 15 : Rigidité financière des entreprises du Cameroun par rapport à des entreprises situées dans des pays avec des délais de remboursement de TVA inférieurs (source : « Doing business in 2005 » publié par la Banque Mondiale, et d'après l'enquête 2006, JM Roda)

De plus, ces encours de TVA n'ont pas seulement un effet sur le fond de roulement, car ils ont aussi un coût financier. Les entreprises doivent en effet emprunter pour financer ces encours, et le coût financier afférent n'est pas compensé par l'Etat. Le poids de ce coût financier est d'autant plus élevé que l'entreprise est modeste, car une petite entreprise est plus dépendante du crédit disponible au Cameroun à des taux élevés), alors qu'une grande entreprise à capitaux étranger peut s'autofinancer dans une certaine mesure.

Ainsi si une entreprise a un chiffre d'affaire de 15 milliards de CFA, ses coûts financiers dus au dysfonctionnement du retard de remboursement de TVA pourront être de seulement de l'ordre de 100 à 200 millions de CFA (0,6 à 1, 3% du chiffre d'affaire), ce qui est déjà considérable. Mais si il s'agit d'une entreprise d'un chiffre d'affaire plus modeste de l'ordre de 1 milliards de CFA, incapable de s'autofinancer via une maison mère, l'entreprise va supporter un coût direct du retard de remboursement de TVA de 1, 5 à 2 % de son chiffre d'affaire.

Enfin dans ce contexte, la transformation plus poussée est structurellement défavorisée, car les acheteurs de produits de 2ème ou 3ème transformation payent jusqu'à 190 jours (pratiques commerciales normales dans le monde pour le secteur bois), ce qui a mécaniquement pour effet d'accroître encore l'encours TVA pour ce type d'activité (Figure 16). Or la marge supplémentaire créée par la transformation plus poussée ne compense pas forcément les frais financiers additionnels ni l'immobilisation additionnelle de fond de roulement.

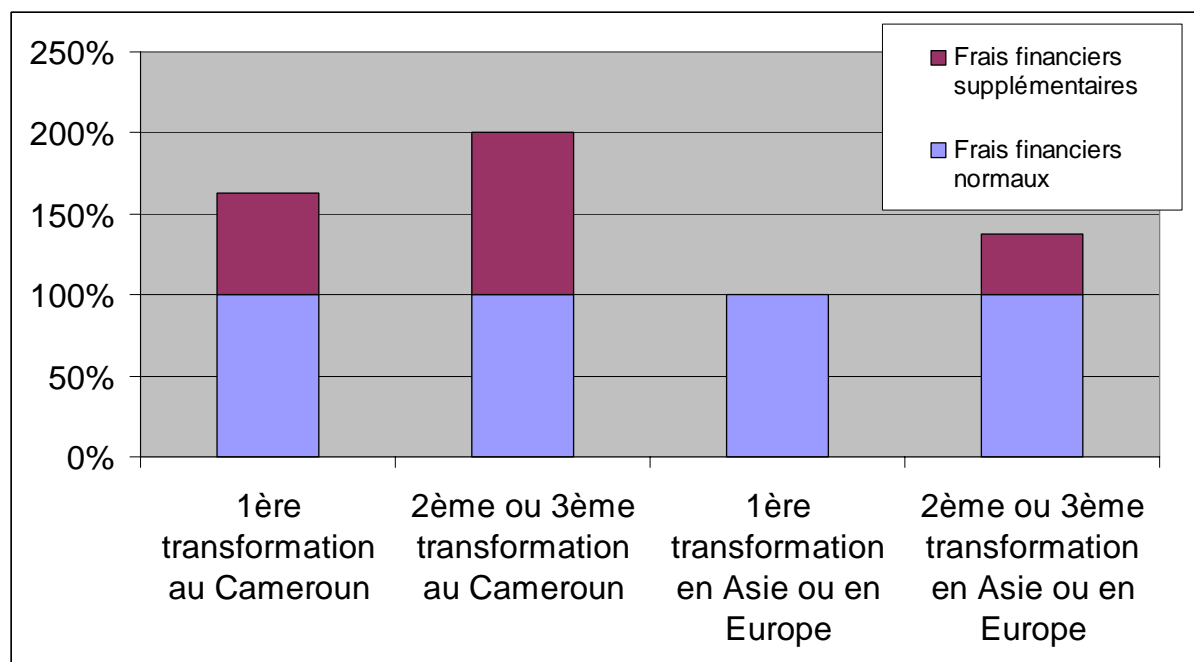


Figure 16 : Rigidité financière supplémentaire associée à la transformation au Cameroun par rapport à la transformation en Asie ou en Europe (source : enquête 2006, JM Roda)

Autres difficultés

Parmi les autres difficultés que rencontrent les entreprises, il faut en particulier citer le code des investissements qui taxe de façon non optimisée les intrants nécessaires à la production industrielle, alors qu'ils sont indispensables. Selon la nature de ces intrants, les coûts d'approche vont jusqu'à 25% en sus du coût normal de l'intrant.

Enfin, la très forte augmentation (plus de 260 %) des coûts de l'énergie électrique entre 2000 et 2005 ajoute encore un frein supplémentaire à la production industrielle (Figure 17).

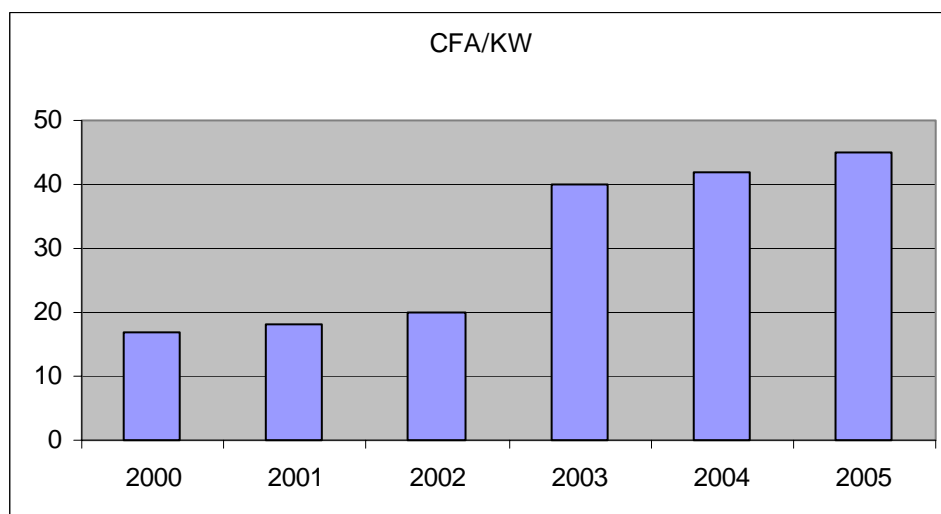


Figure 17 : Evolution des coûts de l'électricité industrielle au Cameroun, en Francs CFA/Kw (source : enquête 2006, JM Roda)

Les questions spécifiques au secteur forestier

Fiscalité des entreprises forestières

Dans le cas précis du secteur forestier, la pression fiscale atteint jusqu'à plus de 45 % du chiffre d'affaire dans les cas les plus difficiles, ce qui correspondrait à une pression fiscale de l'ordre de 250 % de la marge brute dans le cas d'une marge de 15% (normale pour ce secteur partout ailleurs dans le monde). D'après la banque mondiale, la pression fiscale tous secteurs confondus au Cameroun est de l'ordre de 174% de la marge brute des entreprises, ce qui placerait le secteur forestier dans une situation assez différenciée de celle des autres secteurs, du point de vue fiscal.

En fait au Cameroun, un grand nombre d'entreprises forestières ont des marges brutes très inférieures ou même négatives, ce qui ôterait tout sens à l'utilisation de la proportion par rapport à la marge brute.

Pour comparer le secteur forestier aux autres secteurs, nous allons plutôt utiliser le ratio de pression fiscale en proportion du montant des opérations taxables (imprimés fiscaux uniques – « IFU » 2005) :

- entreprises hors du secteur forestier (IFU 4) : Pression fiscale moyenne
= 20% du montant des opérations taxables
- entreprises du secteur forestier (IFU 4) : Pression fiscale moyenne
= **107%** du montant des opérations taxables

Ces chiffres ne sont pas représentatifs de toutes les entreprises du Cameroun, car nous n'avons pas à disposition les synthèses des IFU 1, 2, 3 et 5. Cependant cet échantillon des IFU 4 nous montre déjà la très grande différence de situation qu'il peut y avoir entre les entreprises du secteur forestier et celles qui n'en font pas partie.

Si une fiscalité spécifique est parfaitement justifiable en raison des enjeux de la gestion durable, il reste néanmoins important de prendre garde à ce que l'effet « ciseaux » entre le contexte défavorable du Cameroun et la fiscalité forestière ne pèse pas de façon excessive, ce qui semble être le cas.

Question de la caution de RFA

La taxe de redevance forestière, dite « RFA », doit être payée par les entreprises chaque année, en proportion des surfaces forestières obtenues en concession. Le versement est dû en trois fois au cours de l'année.

L'Etat se garantit contre un éventuel non paiement de cette taxe par une entreprise, en exigeant de celle-ci dès le début de chaque année, vers le mois de février, le versement en une fois d'une caution du montant annuel de la redevance qu'elle devra verser de façon échelonnée dans l'année.

Cependant, en pratique, il ne s'agit pas d'un versement d'argent, mais de la remise d'un document bancaire : la banque Camerounaise de l'entreprise s'engage à verser la caution en cas de litige. Même s'il ne s'agit pas un emprunt réel, la banque doit prévoir un fond de roulement pour verser l'argent le cas échéant. Non seulement ce service est facturé à l'entreprise, mais c'est aussi autant de capacité d'emprunt en moins que l'entreprise peut obtenir de cette banque pour d'autres crédits commerciaux. En outre, vu le contexte d'incertitude économique du Cameroun, la banque locale demande elle-même une contre-caution auprès d'une banque étrangère (Européenne, le plus souvent) de l'entreprise.

C'est donc un ensemble de cautions équivalant à 2 fois la RFA annuelle, qui doit être supportée par l'entreprise.

La mainlevée de la caution n'est pas effectuée de façon échelonnée par l'Etat au fur et à mesure du versement de la RFA, mais en une seule fois au début de l'année suivante. La démarche prend régulièrement un retard de l'ordre de trois mois, et pendant ce temps l'entreprise doit présenter de nouvelles cautions pour le nouvel exercice. Pendant ces trois mois de retard administratif, l'entreprise supporte un ensemble de caution équivalant donc à quatre fois le montant annuel de la RFA !

Les freins sur le marché local

Les entreprises qui vendent du bois sur le marché local doivent s'acquitter d'un précompte de 5 % de leur chiffre d'affaire et d'un précompte de 1 % d'IS. Si elles vendent à des entreprises spécialisées dans la transformation, il est rare que celles-ci aient leur propre flotte de camions, et donc elle doivent vendre le transport avec le bois. Les précomptes s'appliquent alors à toute la transaction, qui comprends le coût du transport du bois, lequel a un poids très élevé proportion du coût d'exploitation.

Ceci introduit un désavantage comparatif supplémentaire à échanger du bois sur le marché intérieur, par rapport au fait d'organiser toute l'exploitation et le transport au sein d'une même entreprise. Ce désavantage comparatif est ensuite d'autant plus difficile à gérer que l'entreprise qui se spécialise sur le marché local est de taille modeste. Au cours de l'audit, nous avons vu des entreprises de taille modeste qui ont eut à supporter des précomptes reportés sur de plusieurs exercices cumulés⁴ : pesant jusqu'à plus de 10% de leur chiffre d'affaire

Ce contexte n'est absolument pas propice à un éventuel tissu de PME PMI formelles, spécialisées dans la transformation poussée et s'approvisionnant sur le marché local. Il favorise en fait l'émergence de structures informelles, et renforce l'obligation des entreprises formelles à se structurer en grandes entités intégrées, pour internaliser un certain nombre de coûts, ce qui peut en outre aller à l'encontre de leur flexibilité et à leurs capacités d'adaptation aux changements du marché.

Question des mercuriales

L'Etat assoit l'évolution de la fiscalité forestière sur des mercuriales indexées sur les prix recueillis dans des bases de données internationales du type OIBT. Ces prix ne servent pas à négocier le montant de la taxe, mais on évolution en fonction du temps, en proportion de sa valeur passée. Au cours de l'audit, plusieurs opérateurs ont fait remarquer le décalage entre l'évolution des mercuriales et l'évolution réelle.

Nous n'avons pas pu vérifier ce point de façon extensive, mais nous avons pu comparer l'évolution de la mercuriale « Sapelli » avec l'évolution des prix de vente des débités de cette essence chez deux opérateurs (Figure 18).

⁴ Nombre d'entreprises du secteur forestier ont pu être affligées de résultats négatifs entre 2002 et à présent : dans de tels cas, celles qui avaient un précompte en cours ont dû le reporter et en outre avancer un nouveau précompte à l'exercice suivant.

Il s'avère en effet, qu'à partir d'un point de départ ramené à la même échelle, les deux courbes ont fortement divergé. : entre mai 2002 et septembre 2005, la mercuriale n'a pas bougé alors que les prix ont fluctués puis fortement baissés. Elle a ensuite un peu baissé en mars 2006, alors que les prix avaient plongés dans une bien plus forte proportion.

Nous voyons deux explications possibles à ce phénomène.

L'une est la nature de l'outil qui suppose que les prix payés à chaque entreprises varient de la même façon en fonction d'un cours international homogène, ce qui n'est pas vrai dans la réalité. Les différentes entreprises vendent des produits différents à différents marchés. Même quand elles vendent la même essence, la probabilité que leurs ventes se déroulent exactement de la même façon est faible, car les débités sont différents en longueur et section, les clients sont différents, et les conditions de la négociation sont différentes.

L'autre explication possible est un éventuel dysfonctionnement de l'administration mettant à jour les mercuriales, qui ne les ferait baisser qu'en cas extrême, comme la figure semble l'indiquer.

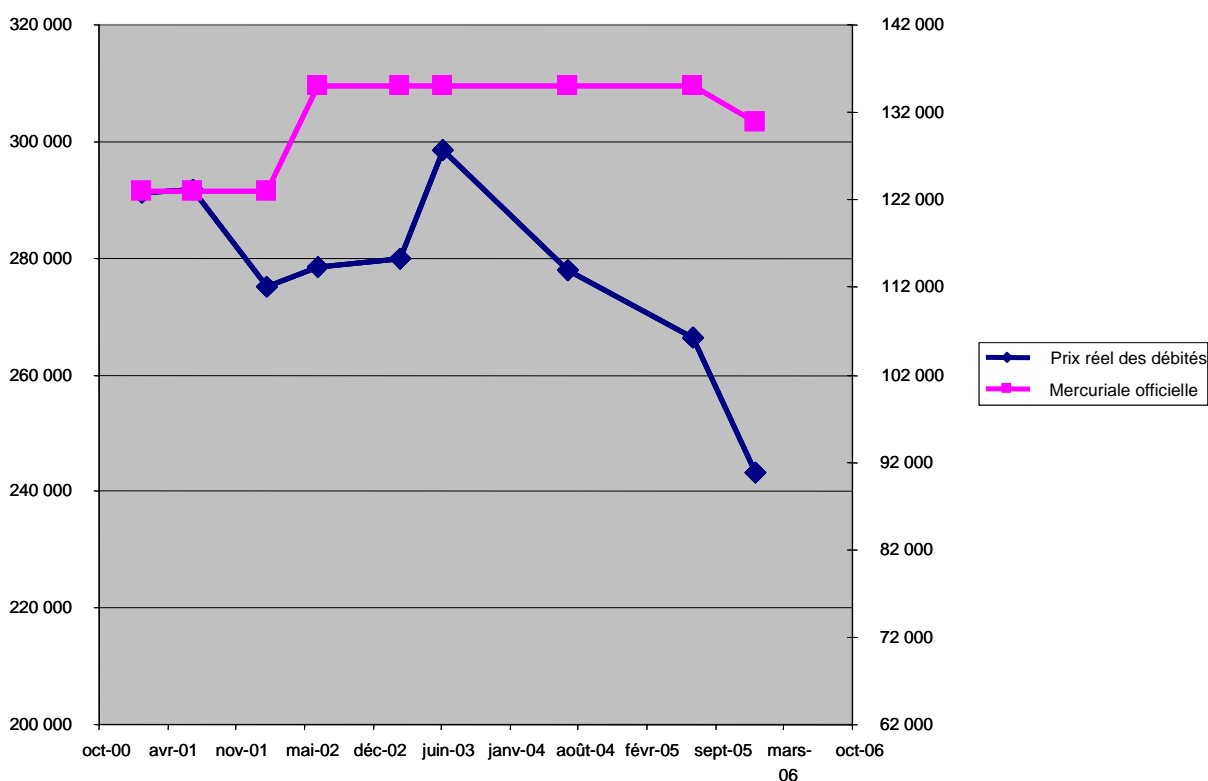


Figure 18 : Evolution d'une mercuriale officielle (ici Sapelli) utilisée pour le calcul des taxes, comparée à l'évolution réelle des prix enregistrés chez un opérateur (source : enquête 2006, JM Roda)

La question du marché informel

Le marché informel est très souvent cité car son ampleur apparaît comme tout à fait considérable : plusieurs récentes études permettent d'estimer la taille du marché intérieur, de l'ordre de 800 000 à 1 million de m³. Une autre étude a permis aussi d'entrevoir une partie de l'important marché informel qui dépasse les frontières du Cameroun, et va jusqu'en Egypte ou en Algérie (Figure 19). On peut supposer que les pertes fiscales pour l'Etat sont

importantes, à la mesure des marges brutes unitaires de ces bois informels (Figure 20). En même temps ce marché informel sert aussi à alimenter toute une économie parallèle, et on peut certainement parler de « fiscalité informelle » qui sert à compléter les revenus des différents agents de l'Etat qui opèrent dans cette filière.

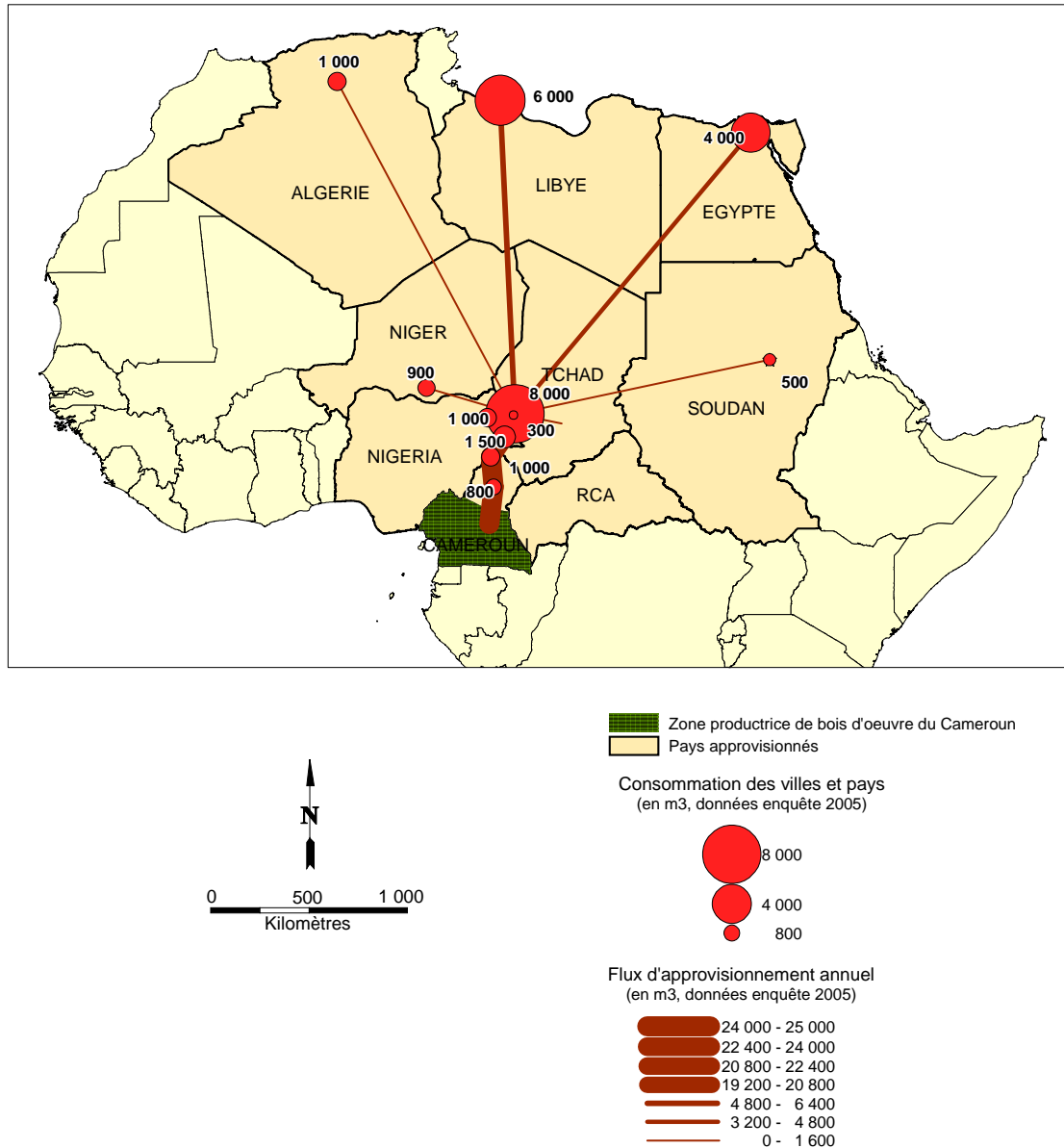


Figure 19 : Carte des flux de bois informels sortis par l'axe de Ndjamen, sur une période de 3 mois en 2005 (source : enquête CIRAD de Koffi Yeboah)

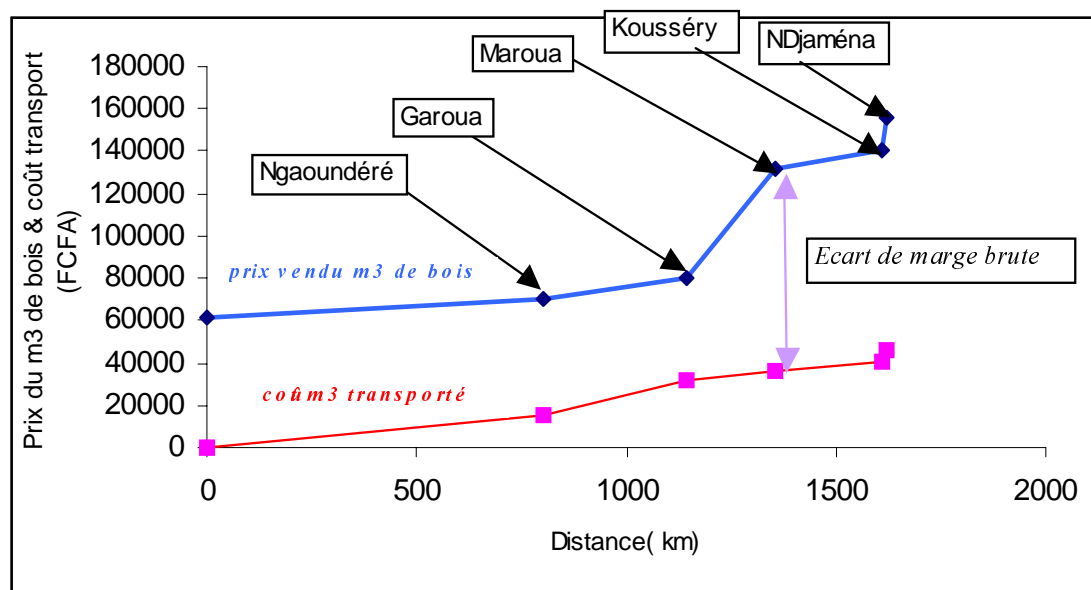


Figure 20 : Evolution en fonction de la distance des coûts de revient et des prix de vente des bois informels sortis par l'axe de Ndjaména, sur une période de 3 mois en 2005 (source : enquête CIRAD de Koffi Yeboah)

D'une façon générale, cette filière informelle, si elle n'est certainement pas idéalement maîtrisée du point de vue de la gestion durable des forêts, n'est probablement pas non plus directement concurrente de la filière formelle, sauf pour la part qui exporte des grumes via le port de Douala. Cette dernière part, qui n'a pas pu être quantifiée exactement dans le cadre de l'audit, est très visible. Il y a en effet sur le port de Douala une série de débités prêt à l'export, dont les conditionnements très imparfaits montrent qu'ils ne sortent manifestement pas d'entreprises

Indice synthétique de la santé de l'industrie du bois au Cameroun

Une signature indirecte mais très synthétique de l'activité et de la santé des industries forestières est la quantité et la nature de son renouvellement annuel de camions et d'engins forestiers. La société Tractafrique, principal fournisseur de camions et d'engins forestiers au Cameroun, a bien voulu nous communiquer les données de ses ventes entre 2000 et 2005 (Figure 21). Dans cette période, les ventes pour des engins neufs ont baissé, avec un plateau en 2003 et ont disparu en 2005. Parallèlement, la proportion de ventes d'occasion a augmenté, jusqu'à être les seules ventes en 2005, représentant de l'ordre de 10% du chiffre d'affaire de l'année 2000.

La diminution des ventes de neuf montre que les entreprises ont eu de moins en moins de capacité de financement de leur propre outil de production. L'augmentation de la proportion de ventes d'occasion est plus grave : cela montre que les entreprises n'ont plus eut les moyens de renouveler leur parc d'engins, et ont été obligées d'entamer le capital productif en faisant vieillir celui-ci, ce qui n'est pas durable. L'année 2005 est le témoin d'une situation absolument catastrophique des finances des entreprises, qui ont été incapables d'acheter la moindre machine neuve.

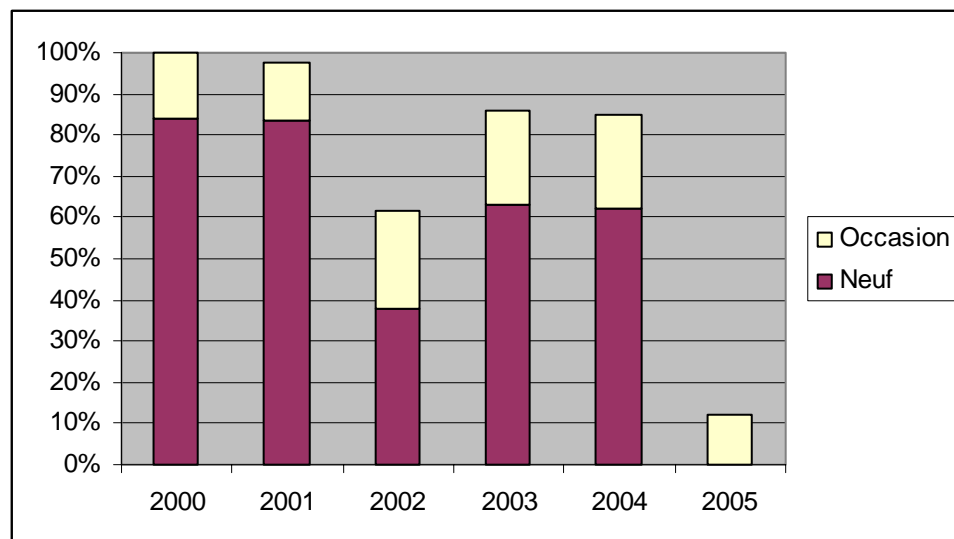


Figure 21 : Ventes de matériel et de service pour des camions et machines du secteur forestier, en % du Chiffre d’Affaire de Tractafrique en 2000 (Source : Mr Petit, Société Tractafrique, Douala)

Les conditions d’une gestion durable de la forêt ne sont donc plus réunies, puisque les entreprises ne sont plus capables de maintenir indéfiniment leur outil de production, et sont obligées de le laisser vieillir, faute de moyens financiers pour le renouveler.

Typologie sommaire des coûts de revient de la production de débités

La Figure 22 illustre les principaux traits d’une typologie sommaire des coûts de production de bois scié au Cameroun.

La très grande disparité des montants de RFA payés par les différentes entreprises entraîne des situations fiscales très différentes, ce qui peut modifier très notablement la part du prix de revient des grumes dans les coûts de production.

Toutes les entreprises sont dans une situation difficile vis-à-vis des coûts de transports, dont l’importance tourne autour de 40% des coûts de transformation, sauf dans le cas de la poignée d’entreprises dont les concessions forestières sont à une distance relativement peu élevée de Douala.

Un petit nombre d’entreprises qui sont uniquement transformatrices et n’ont pas d’activités d’exploitation, se retrouvent avec un coût de la matière première exagérément lourd par rapport aux autres entreprises intégrées, en raison des freins au marché local et formel du bois, qui ont déjà été abordés plus haut.

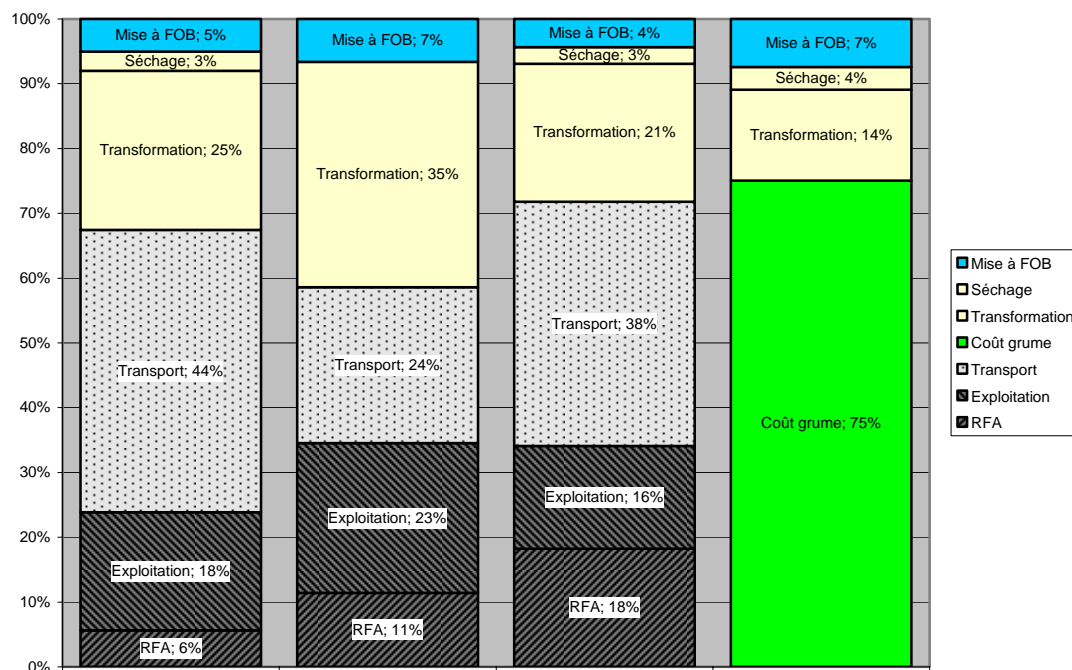


Figure 22 : Cas de figures représentatifs des coûts de revient de la transformation du bois au Cameroun
(source : enquête 2006, JM Roda)

La rentabilité des entreprises du secteur forestier au Cameroun

A part une entreprise spécialisée dans un produit extrêmement spécifique et, ce qui protège sa position, toutes les entreprises du secteur forestier ont vu leur rentabilité très sérieusement atteinte à partir de 2002. Toujours à part l'entreprise très spécifique citée précédemment, aucune des entreprises du secteur forestier ne présente plus la rentabilité classique du secteur des bois tropicaux (c'est-à-dire une marge brute représentant de l'ordre de 15 à 20% du chiffre d'affaires) associée à une configuration industrielle stable ou en croissance.

Il existe des entreprises qui ont restauré en apparence des rentabilités de cet ordre, mais c'est au prix d'une contraction industrielle, de fermeture de sites, de licenciements importants, de diminution du nombre d'essences exploitées, de non renouvellement de matériel de production

(

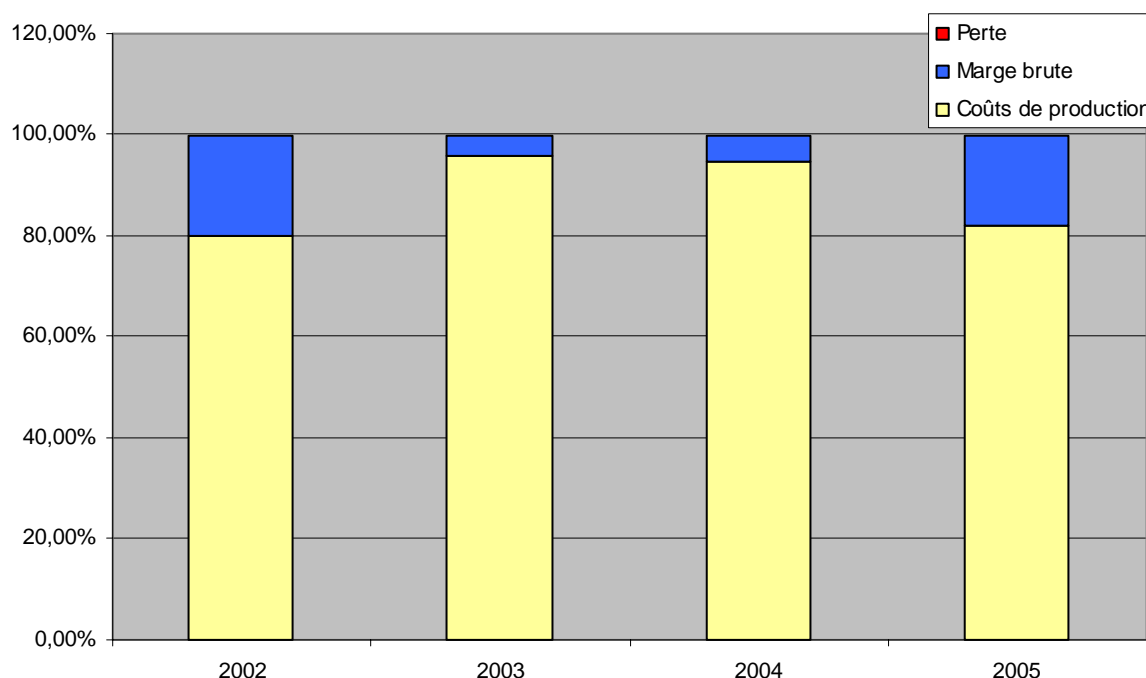


Figure 23). Si en théorie ce type de situation peut apparaître comme un retour à une taille réaliste d'entreprises surdimensionnées, en réalité les entreprises en question ne présentent pas une rentabilité durable. Les cas rencontrés sont associés à des vieillissements (ou non renouvellement) délibérés de l'outil de production afin de réduire les coûts, ce qui va poser des problèmes à terme aux entreprises. L'avenir dira si cette stratégie permettra aux entreprises en question de retrouver à temps une stabilité durable et d'enrayer le vieillissement de leur outil de production, ou si au contraire elles se seront engagées dans une spirale vicieuse de désinvestissement.

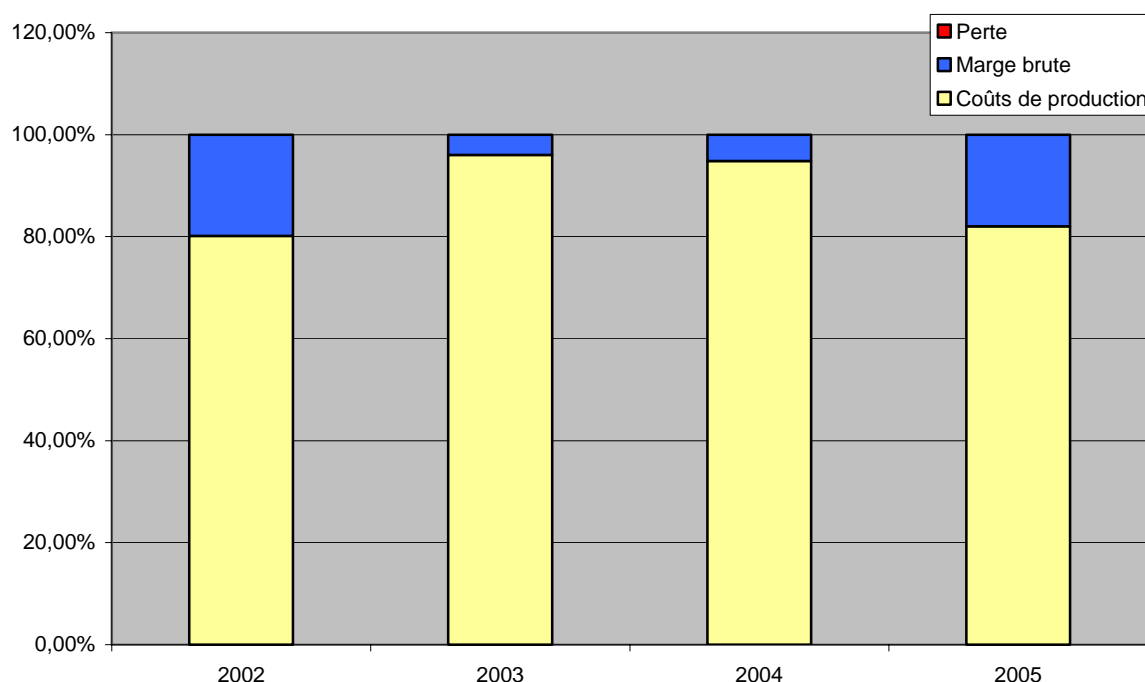


Figure 23 : Evolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi de s'adapter en procédant une contraction industrielle (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire – source : enquête 2006, JM Roda)

D'autres entreprises ont choisi de ne pas licencier ni fermer de sites, mais de s'adapter en diminuant le nombre d'essences exploitées, et en se faisant financer par leur maison mère pour éponger les pertes en attendant que les marchés montent, où que des aménagements fiscaux soient faits

(

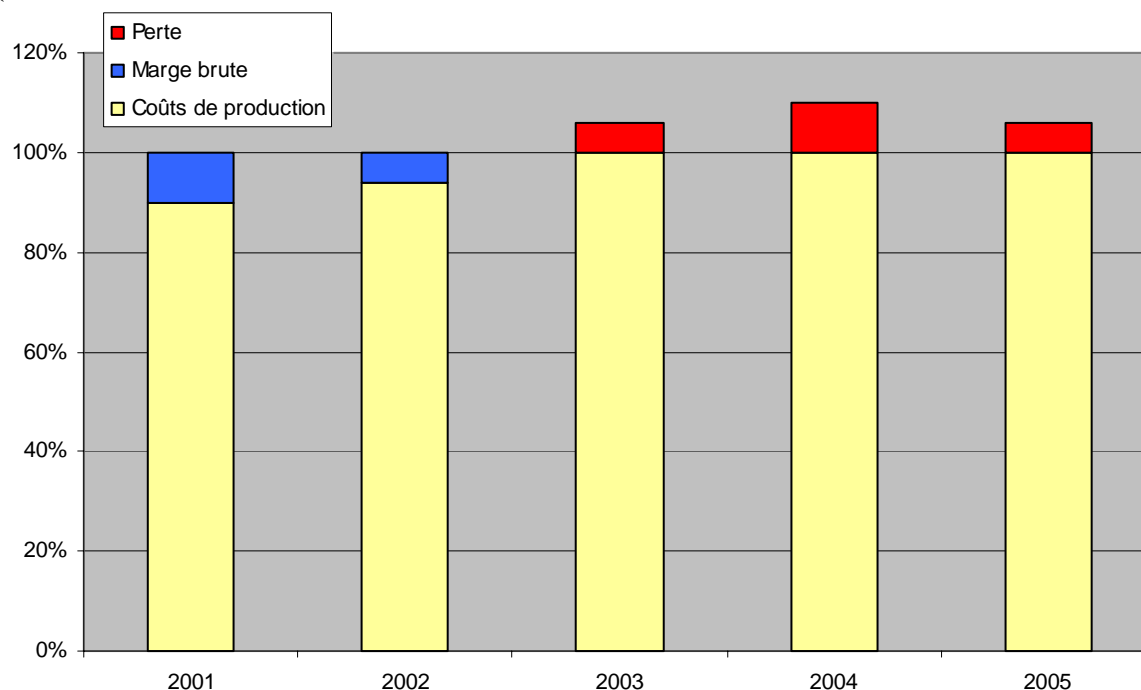


Figure 24).

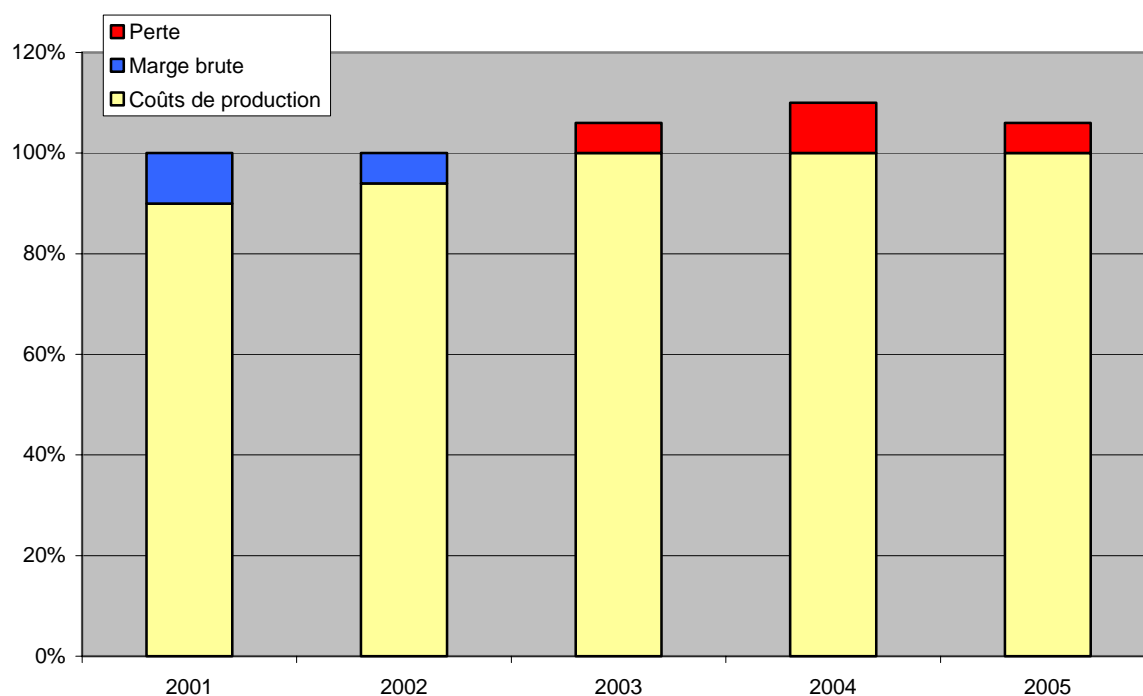


Figure 24 : Evolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi d'attendre en procédant à des pertes compensées par une maison mère (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire – source : enquête 2005, JM Roda)

Enfin, d'autres entreprises se sont adaptées en exploitant de nouvelles essences peu ou pas rentables, vendues sans rentabilité ou à perte, uniquement pour étaler la fiscalité de la RFA sur le volume supplémentaire exploité. Ces entreprises ont désormais une rentabilité très faible ou inexistante, et ne seront probablement pas financièrement durables à terme (

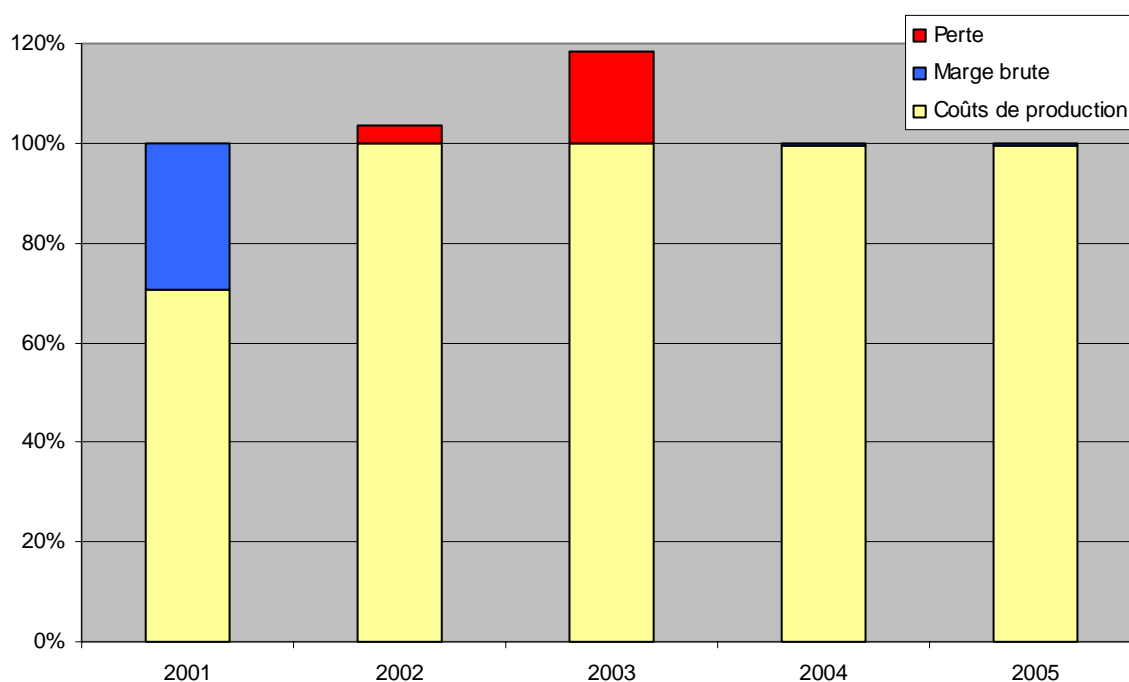


Figure 25).

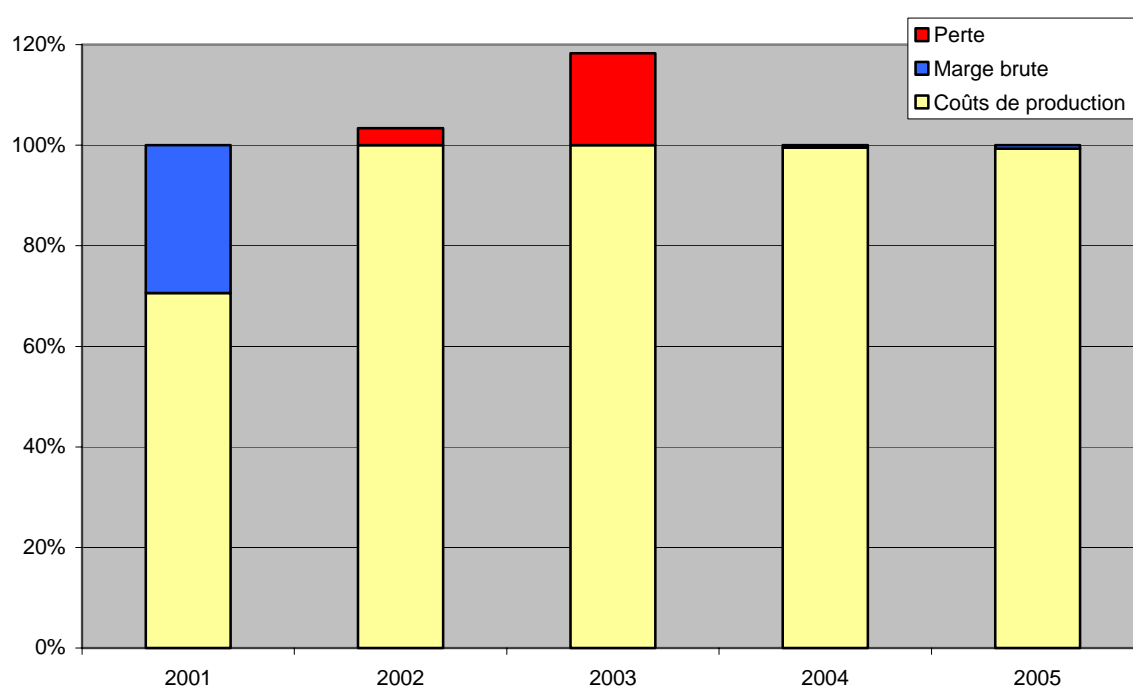


Figure 25 : Evolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi de s'adapter en procédant à des exploitations non rentables ou à pertes pour étaler le poids de la RFA sur plus de volume (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire – source : enquête 2006, JM Roda)

La typologie des ces principaux cas de structures de rentabilités est représentée en Figure 26 avec mention du nombre d'essences principales exploitées.

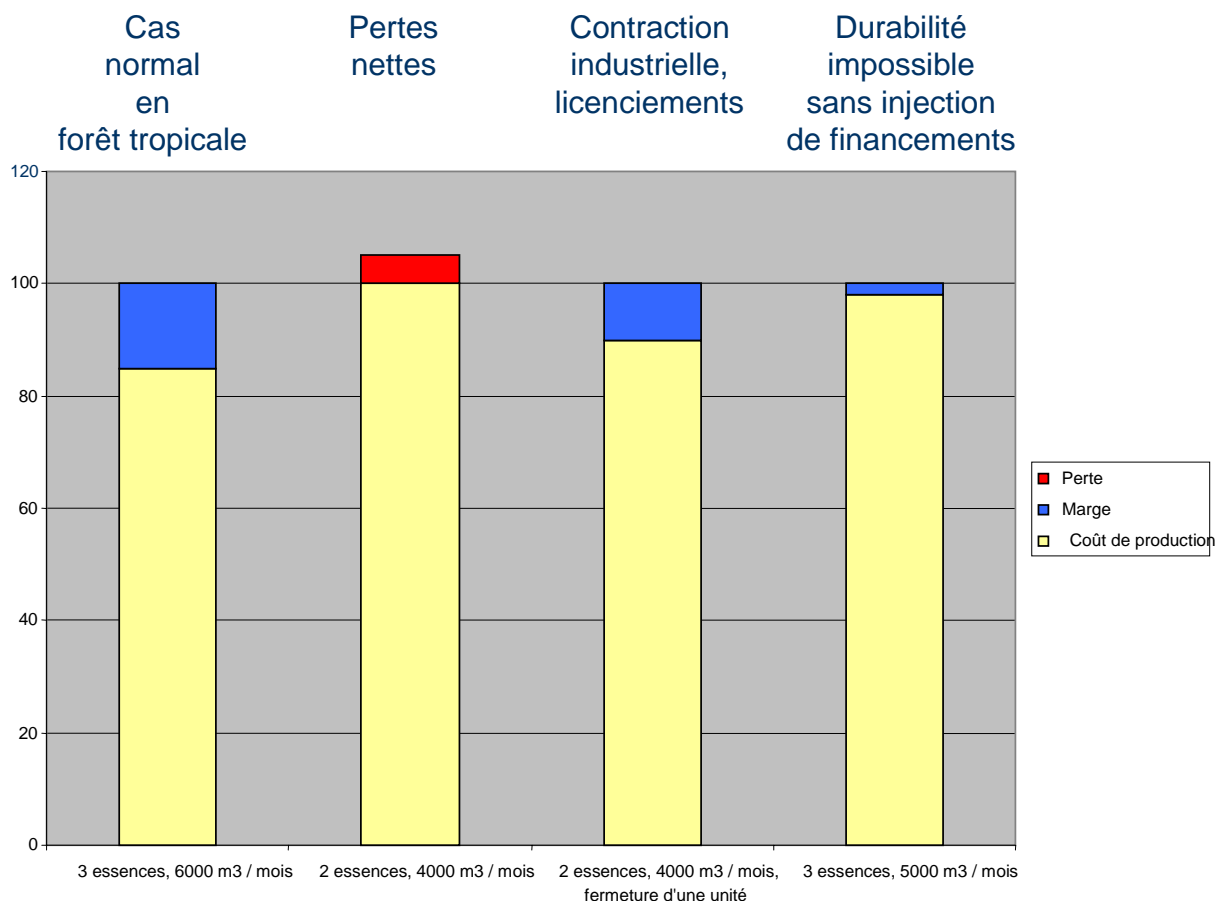


Figure 26 : Typologie des rentabilités réelles des entreprises du secteur forestier du Cameroun (le cas « normal » n'existe à notre connaissance au Cameroun que dans un seul cas spécifique de marché niche non reproductible – source : enquête 2006, JM Roda)

La rentabilité des essences de promotion

Certaines essences dites de promotion sont autorisées à l'exportation en grumes, car elles n'ont pas encore vraiment de marché de sciages, et car ces ventes pourraient à terme amorcer le développement de nouveaux marchés. Cependant les prix ne se sont guères améliorés depuis plusieurs années, et les débouchés principaux de ces essences sont les marchés Asiatiques, avec des prix plafonds qui empêchent d'exploiter ces grumes sur une bonne partie du territoire, en raison des coûts de transports. Dans les zones limites, ces essences peuvent être abondantes mais ne sont pas exploitées, faute de rentabilité.

Nous prenons un de ces cas de « zone limite », et examinons la rentabilité de tris essences de promotions, qui peuvent s'exporter en grume. Dans ce cas, l'Okan est rentable, et est valorisé. Par contre le Fraké et le Tali seraient exploités à perte. Comme elles ne sont pas exploitées, il n'y a aucune rentrée fiscale pour ces essences qui restent sur pied.

Si pourtant on défiscalisait une partie des taxes appliquées à l'exportation, on changerait alors la rentabilité de ces essences. Toujours dans notre cas, le gain ne serait pas suffisant pour rentabiliser le Fraké, mais le serait pour permettre la vente du Tali. Dans ce cas le Tali serait exploité, et malgré une défiscalisation partielle au port, il créerait de nouvelles rentrées

fiscales grâce aux taxes d'abatage, tout en permettant d'étaler ces taxes de RFA sur plus de volume exploité (Figure 27).

Dans le cas d'une unité forestière disposant de 100 000 m³ exploitable dont 12 000 m³ de Tali exploitables mais non exploités par manque de rentabilité, la défiscalisation partielle au port permettrait de créer 25 millions de rentrée fiscale supplémentaire grâce à la taxe d'abatage perçue sur ce Tali auparavant non exploité (Figure 28).

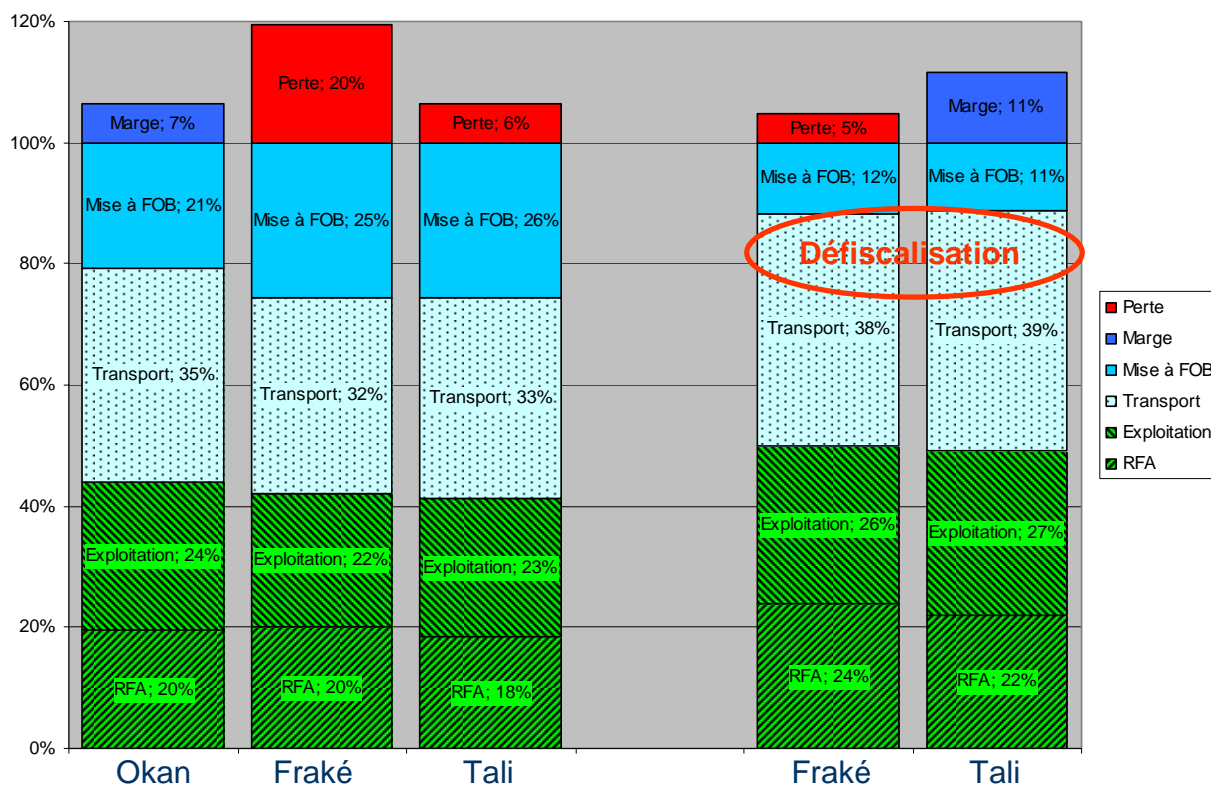


Figure 27 : Etude de cas de rentabilité de quelques essences de promotion (source : enquête 2006, JM Roda)

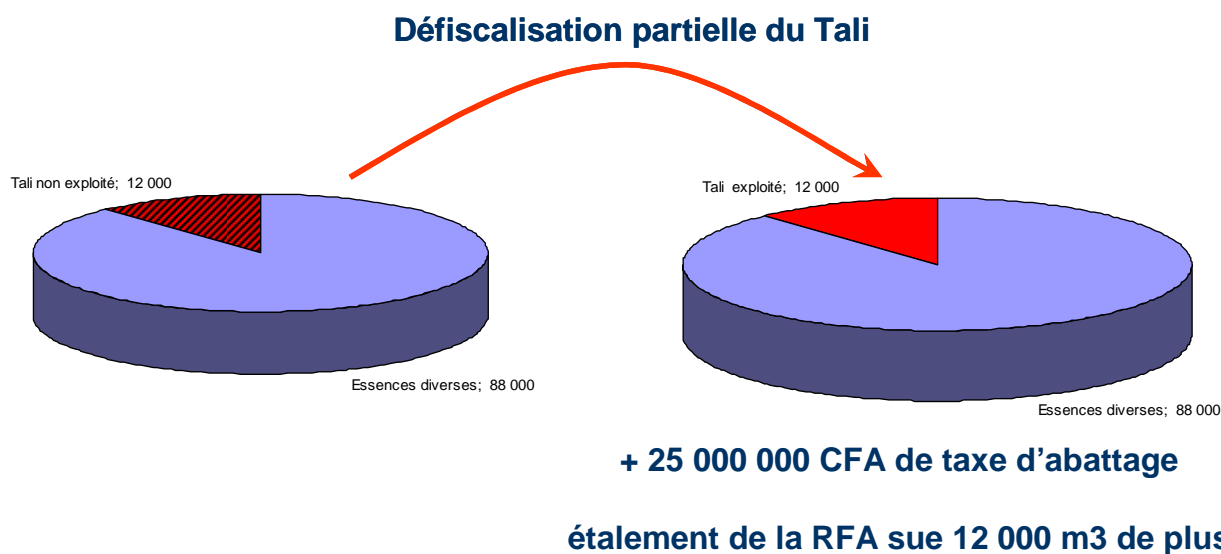


Figure 28 : Exemple de création de rentrées fiscales par défiscalisation d'une essence trop peu rentable pour être exploitée (source : enquête 2006, JM Roda)

Les conditions de transport des produits forestiers au Cameroun

Gamme des coûts de transport

Le premier paradoxe du Cameroun est le coût moins élevé du transport sur pistes, en comparaison du coût de transport sur route en dur. Sur route, les grumiers et les camions à plateau sont limités en charge (13 tonnes à l'essieu), ce qui n'est pas le cas sur piste, où les grumiers peuvent être chargés au maximum de leur capacité, ce qui permet de diminuer le coût kilométrique de l'unité de volume.

Dans les cas des essences peu denses comme l'Ayous, les camions peuvent être chargés sans dépasser les limites de poids en charge autorisées, et le coût kilométrique peut rester inférieur à 64 Francs CFA/m³/km dans tous les cas.

Mais dans le cas des essences plus denses, les coûts deviennent très élevés, car les charges utiles ne sont de l'ordre que de 16 à 18 tonnes pour les bois les plus denses, en raison de la conformation des camions.

En Europe, une réglementation similaire (13 tonnes à l'essieu simple) permet malgré tout des poids totaux en charge allant jusqu'à 72 tonnes grâce à la multiplication des essieux (elle-même rendue possible par la bonne qualité des routes). Mais au Cameroun la conformation mixte nécessaire pour pouvoir rouler à la fois sur piste et sur route ne le permet pas.

L'extension des routes en dur au Cameroun est assez limitée, même si le pays est un des mieux doté en infrastructure routière, en Afrique centrale. Seules les usines situées sur les axes Douala – Yaoundé et Douala – Kribi peuvent envisager d'exporter des débités avec des camions spécifiquement routiers. Toutes les autres, et surtout l'essentiel des forêts, ne sont connectées que par piste.

Ce facteur implique que l'essentiel du parc logistique est constitué de grumiers et plateaux ayant au maximum 2 essieux⁵ sur la remorque, pour pouvoir circuler sur les pistes en terres⁶. Ce sont ces mêmes engins qui sont utilisés sur les portions en dur, car les distances en dur sont trop faibles pour permettre un changement modal qui soit économique.

Avec leur nombre d'essieux limités par la circulation mixte piste – route en dur, ces camions doivent circuler en sous-capacité volumique, afin de respecter en même temps les impératifs techniques et réglementaires liés aux deux types de route. Cela a des répercussions économiques énormes :

Par exemple à un endroit donné, si un camion peut emporter 47 m³ de d'Ayous, pour un coût de transport de l'ordre de 22 000 CFA/m³, en respectant la législation, il ne peut emporter que 24 m³ de Sapelli avec un surcoût de 195% au m³ (43 000 CFA/m³), ou 16 m³ de Tali avec un surcoût de 295% (65 000 CFA/m³).

Dans ce cas d'école, le tracteur grumier est cependant suffisamment puissant pour emporter des charges plus importantes de Sapelli ou de Tali, et l'augmentation des charges, comme cela est fait dans certains pays voisins, permet d'éviter ces surcoûts de transport extrêmement élevés.

⁵ Il semblerait que ce soit le nombre maximum d'essieux pour les remorques devant circuler en sécurité sur piste.

⁶ Il semble totalement exclu de faire rouler sur piste des « trains » de remorques comme on peut les voir en Europe, où tout le réseau routier est revêtu, car de tels ensembles ne sont pas en équilibre stable sur les pistes en terres régulièrement nivelées.

Le problème vient du marché international de ces grumes, payées au m3 et pas à la tonne ! Alors que le marché du Sapelli est suffisamment bon pour absorber le surcoût de 195%, le marché du Tali, ne peut faire de même. Cette essence de promotion est assez peu rémunérée, et le surcoût de transport de 295% dû à sa densité, la rend non économique dans une bonne partie du pays.

Selon la localisation, la organisation, ou la politique d'internalisation ou d'externalisation du transport propre à chaque entreprise, on observe une gamme des coûts, qui se révèle malgré tout assez resserrée (Tableau 1).

Tableau 1 : gamme des coûts de transport du bois, en Francs CFA/m3/km (source : enquête 2006, JM Roda)

Coûts de transport (CFA/m3/km)	Bois lourds	Bois type Sapelli	Bois légers type Ayous
Grumier sur piste	80 (78-100)	55 (44-66)	51 (45-60)
Grumier sur route	85 (67-120)	64 (60-68)	58 (56-60)
Plateau sur route	99 (58-123)	70 (55-83)	51 (40-64)
Train (grumes)	sans données	49	47
Train (débités)	sans données	45 (35-54)	39 (31-48)

Pour chaque catégorie de produits et de modes de transport nous avons relevé une gamme de coûts illustrant l'hétérogénéité des situations. Nous avons retenu les valeurs médianes pour calculer les cartes de coûts du chapitre qui suit.

NB : Toutes les cartes qui suivent montrent des coûts calculés à partir de valeurs médianes. Les vrais coûts afférents au terrain peuvent donc être différents de la valeur des coûts donnée par les cartes, supérieurs ou inférieurs, en fonction de la gamme mentionnée dans le tableau précédent.

Coût de revient du transport de bois jusqu'à Douala

A partir de la gamme des coûts de revient recensés, nous calibrons un modèle coûts de transport multi-modal pour calculer des cartes de répartition des coûts selon les modes de transport et selon les produits. Ce modèle représente les meilleurs coûts de transport possibles pour chaque point du territoire, selon les combinaisons possibles de transport par le rail, ou par camion (sur route, pistes principales, et pistes secondaires).

Sur les cartes qui suivent, les pistes secondaires ne sont pas figurées pour des raisons de lisibilité. Le calcul est basé sur le fond numérique de réseau de routes et de pistes gracieusement fourni par « Global Forest Watch ».

La série de cartes représente les coûts de transport des grumes pour les essences peu denses, moyennement denses, et très denses (Figure 29, Figure 30, et Figure 31) et des débités non séchés pour les mêmes essences (Figure 32, Figure 33, et Figure 34).

6 classes de coûts sont distinguées :

- 0 à 20 000 CFA/m3
- 20 à 40 000 CFA/m3
- 40 à 60 000 CFA/m3
- 60 à 80 000 CFA/m3
- 80 à 100 000 CFA/m3
- 100 000 CFA/m3 et plus.

Roda, Jean-Marc. Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun. in : Karsenty, Alain; Roda, Jean-Marc; Fochivé, E.; Milol, A., and Kuetche, M. Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. CIRAD ed. Yaounde, Cameroun. Non publié.: Ministère de l'économie et des Finances; 2006.



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

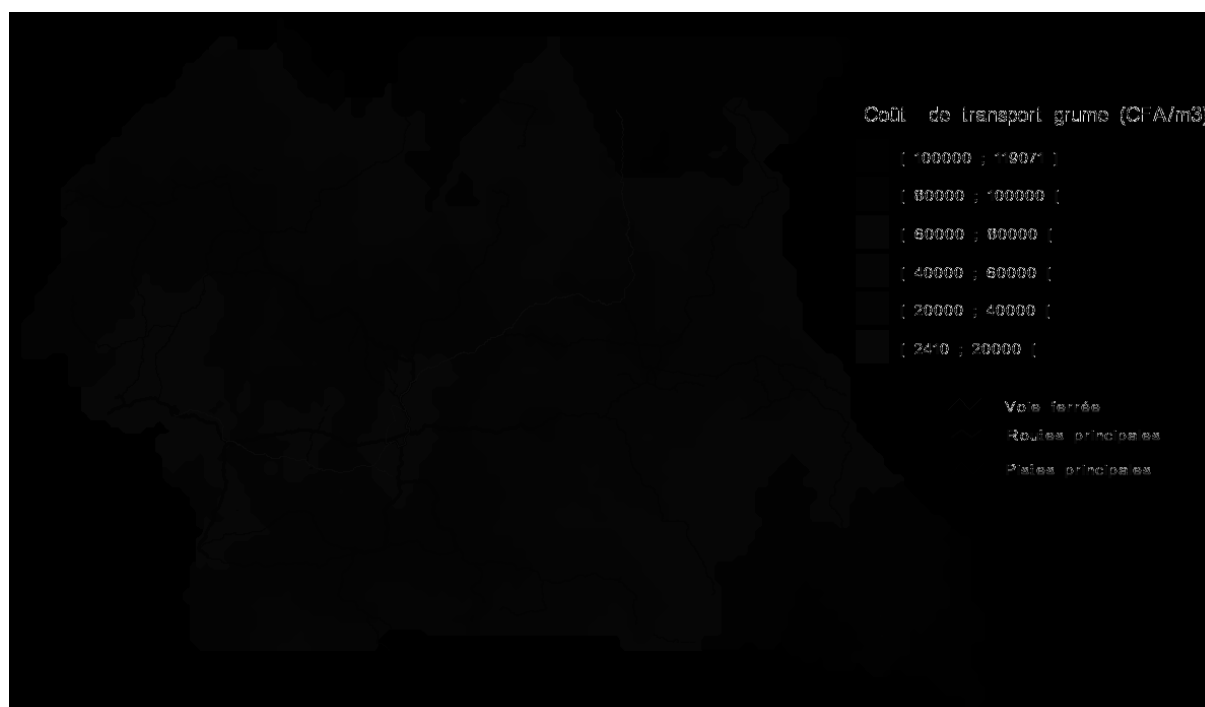
Figure 29 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois peu dense, type Ayous (source : enquête 2006, JM Roda)



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 30 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois moyennement dense, type Sapelli (source : enquête 2006, JM Roda)

Roda, Jean-Marc. Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun. in : Karsenty, Alain; Roda, Jean-Marc; Fochivé, E.; Milol, A., and Kuetche, M. Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. CIRAD ed. Yaounde, Cameroun. Non publié.: Ministère de l'économie et des Finances; 2006.



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 31 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé (source : enquête 2006, JM Roda)



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

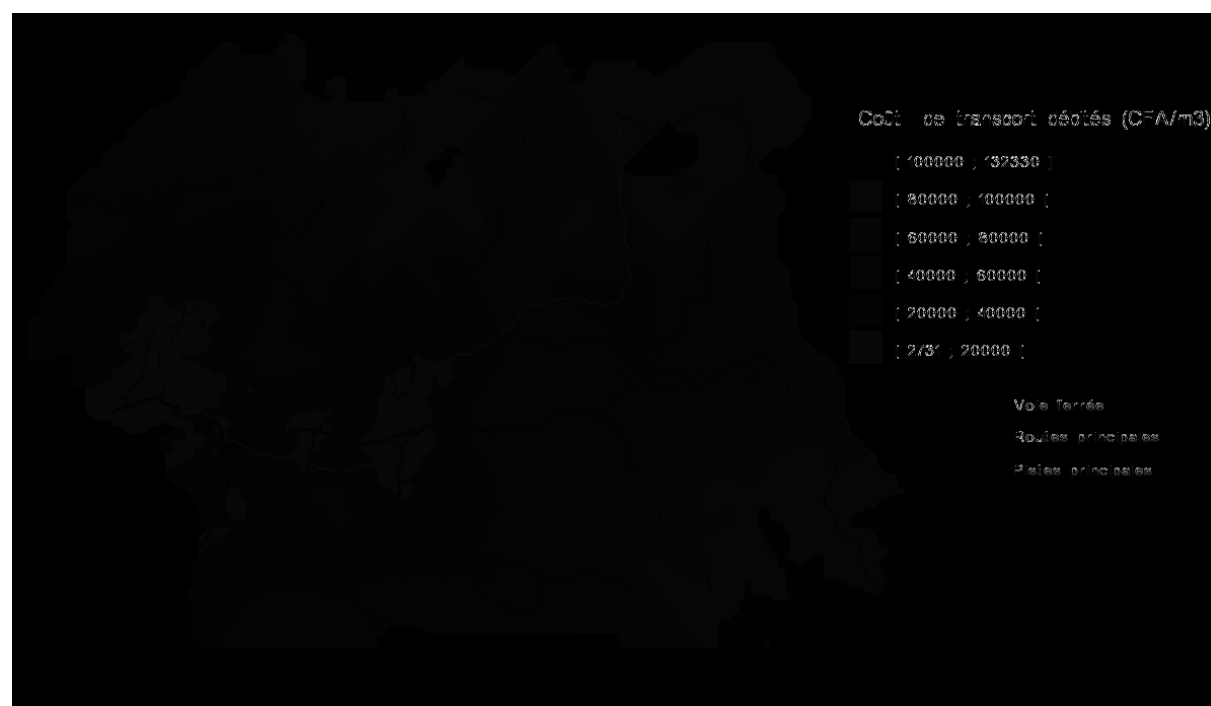
Figure 32 : Coût du transport jusqu'à Douala de débités de bois peu dense, type Ayous (source : enquête 2006, JM Roda)

Roda, Jean-Marc. Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun. in : Karsenty, Alain; Roda, Jean-Marc; Fochivé, E.; Milol, A., and Kuetché, M. Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. CIRAD ed. Yaounde, Cameroun. Non publié. Ministère de l'économie et des Finances; 2006.



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 33 : Coût du transport jusqu'à Douala de débités de bois moyennement dense, type Sapelli (source : enquête 2006, JM Roda)



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 34 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé (source : enquête 2006, JM Roda)

A titre de comparaison, des cartes présentées en annexe ont été calculées, comme si il n'y avait pas de limitation de charge sur les routes en dur. Alors que les cartes sont peu différentes pour les bois peu denses et très denses, elles sont très différentes dans le cas des essences moyennement denses.

Coûts de transport des grumes extraites de chaque UFA et autres unités forestières, vers Douala

Dans ces cartes, la valeur moyenne du coût de transport de grumes issues d'une UFA est calculée en faisant la moyenne des points inclus dans cette UFA. Il y a des différences notables d'une UFA à l'autre, même quand elles sont voisines, quand la répartition ou la présence de pistes secondaires diffèrent beaucoup d'une UFA à l'autre (Figure 35, Figure 36, et Figure 37).



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 35 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois peu dense, type Ayous (source : enquête 2006, JM Roda)

Roda, Jean-Marc. Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun. in : Karsenty, Alain; Roda, Jean-Marc; Fochivé, E.; Milol, A., and Kuetche, M. Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. CIRAD ed. Yaounde, Cameroun. Non publié.: Ministère de l'économie et des Finances; 2006.



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 36 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois moyennement dense, type Sapelli (source : enquête 2006, JM Roda)



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 37 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé (source : enquête 2006, JM Roda)

Conclusion

Dans l'état actuel de l'organisation de la filière bois du Cameroun, l'industrie souffre de graves désavantages comparatifs par rapport à d'autres industries dans d'autres pays. Parmi ceux-ci, les coûts de transport et le mode de gestion des encours de TVA se révèlent particulièrement lourds. Les niveaux de fiscalité appliqués à la filière forestière, se révèlent inadaptés au contexte de ce pays. Alors que la législation devrait en théorie favoriser l'essor de l'industrie, par l'interdiction de l'exportation de la plupart des essences en grumes, les entreprises se retrouvent en fait piégées dans un cul de sac industriel par un « effet ciseaux » entre les désavantages compétitifs et le poids excessif de la fiscalité forestière, qui condamne les entreprises à se cantonner dans les marchés niches de certains de sciages. Pour la plupart de produits concernés, dans le contexte actuel, la transformation plus poussée est de ce fait moins rentable au Cameroun qu'en Europe ou dans des pays tiers.

En signature de ce paradoxe de l'industrie du Cameroun, le fait le plus marquant est son organisation relativement déséquilibrée par rapport à des filières bois existantes dans la plupart des pays. Dans ces autres filières, il y a toujours 3 sous-secteurs: un sous-secteur de transformation artisanale, un sous secteur de transformation semi-artisanale, et un sous-secteur de transformation industrielles (grandes à très grandes entreprises). Or, au Cameroun, le sous-secteur artisanal est quasiment exclusivement informel, ce qui n'est pas normal, le sous-secteur semi-artisanal est inexistant, ce qui aussi est anormal, et les seules entreprises formelles qui font de la transformation poussée sont de grandes entreprises, essentiellement à capitaux non-Camerounais. Il est très frappant de remarquer aussi que les secteurs de la transformation plus poussée sont inexistants ou cantonnés à la partie informelle de la filière (Figure 38).

Tout se passe en effet comme si il n'était en général⁷ pas rentable de développer des activités de transformation poussées sauf à les conduire de façon informelle pour peut être éviter une part de la pression fiscale, ou peut être pour se procurer du matériau à moindre coût. De la même façon, l'inexistence d'un secteur semi-artisanal significatif démontre par l'absurde le fait qu'aujourd'hui, au Cameroun, seules les entreprises informelles, où alors les grandes entreprises fortement soutenues par des capitaux étrangers, peuvent survivre dans le secteur forestier.

⁷ Mais pas obligatoirement, ni forcément pour tous les cas de figure

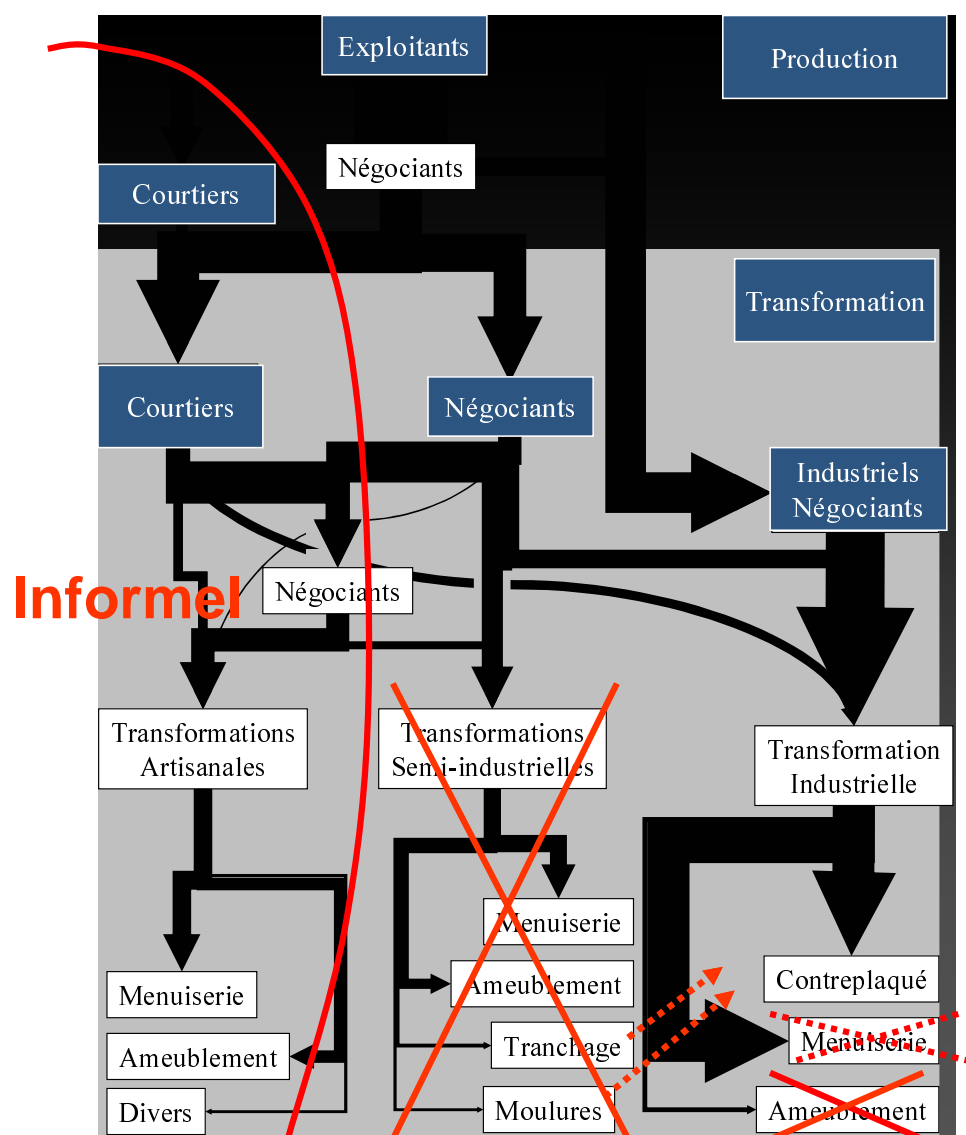
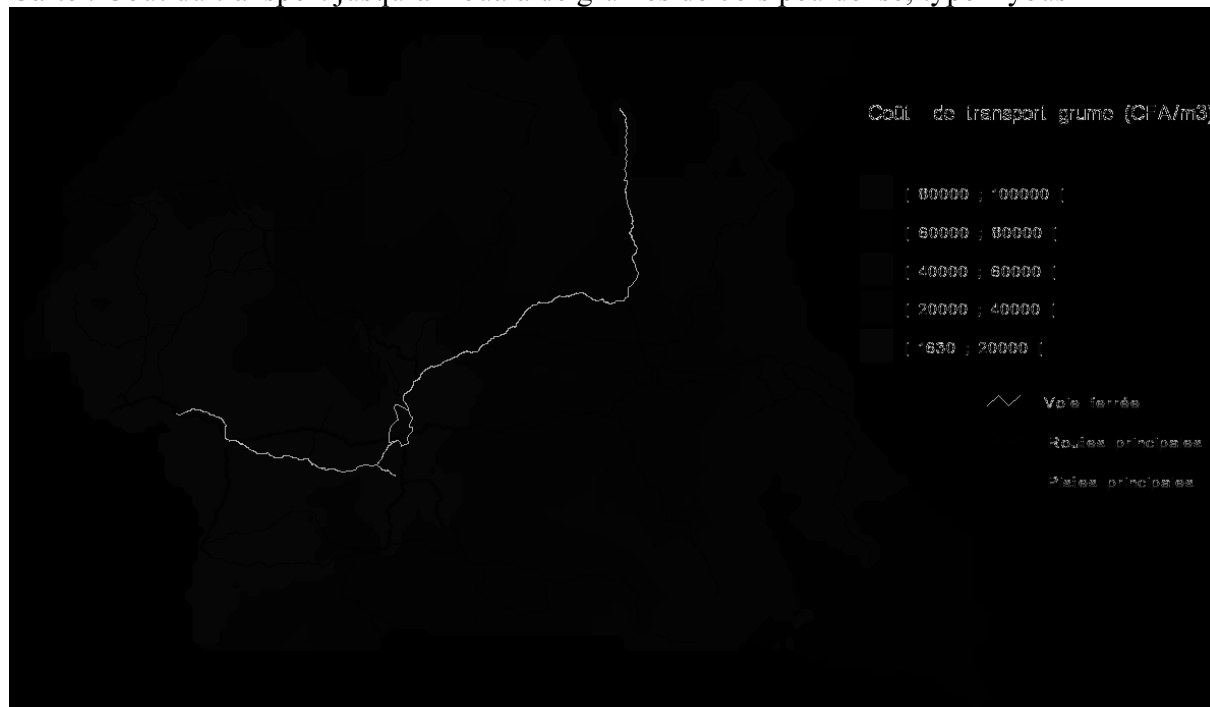


Figure 38 : Schéma d'une filière bois théorique normale, avec en annotations rouges, les spécificités du Cameroun (secteur artisanal informel, pas de secteur semi-artisanal - source : enquête 2006, JM Roda)

Annexe : Coûts de revient théorique du transport jusqu'à Douala de grumes, si les charges n'étaient pas limitées

Carte : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois peu dense, type Ayous



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

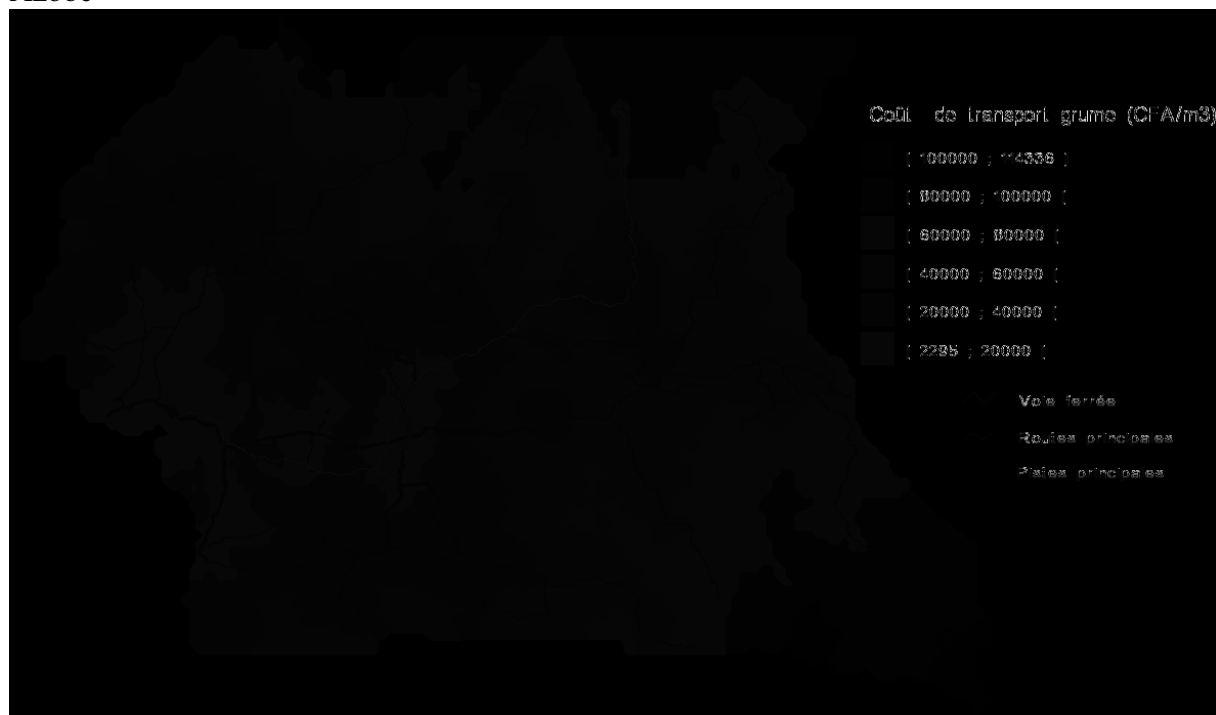
Carte : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois moyennement dense, type Sapelli



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Roda, Jean-Marc. Diagnostic économique et fiscal de la filière bois au Cameroun. in : Karsenty, Alain; Roda, Jean-Marc; Fochivé, E.; Milol, A., and Kuetche, M. Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. CIRAD ed. Yaounde, Cameroun. Non publié.: Ministère de l'économie et des Finances; 2006.

Carte : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte